

JOURNAL OFFICIEL

DU TERRITOIRE DU TOGO

PARAISANT LE 1^{er} ET LE 16 DE CHAQUE MOIS A LOMÉ

ABONNEMENTS

| | UN AN | SIX MOIS |
|--------------------------------------|--------|----------|
| Togo, France et Colonies. | 70 fr. | 40 fr. |
| Etranger { Pays à demi-tarif 100 fr. | 60 fr. | 30 fr. |
| { Pays à plein tarif 120 fr. | 70 fr. | |

Prix du numéro { Au comptant, à l'imprimerie : 3. fr.
 Par porteur ou par la poste.
Togo, France et Colonies : 3. fr. 50
Etranger : Port en sus.

ABONNEMENTS ET ANNONCES

Pour les abonnements et annonces, s'adresser au Directeur de l'Ecole Professionnelle de la Mission Catholique de LOMÉ, TOGO.

Ils commencent par le premier numéro d'un mois et se terminent par le dernier numéro d'un des 4 trimestres.

Les abonnements, annonces et réclames sont payables d'avance.

ANNONCES ET AVIS DIVERS

| | |
|---|---------|
| La ligne | 4 fr. |
| Minimum | 20 fr. |
| La page | 400 fr. |
| Chaque annonce répétée : moitié prix ; minimum 20 fr. | |

Ce tarif ne s'applique pas aux tableaux ni aux insertions faites en caractères plus petits que ceux du texte du Journal.

Pour les réclames, demandez le tarif spécial.

SOMMAIRE

PARTIE OFFICIELLE

ACTES DU POUVOIR CENTRAL

1944

- 20 novembre — Arrêté ministériel (Colonies) attribuant une indemnité dite indemnité familiale d'attente aux fonctionnaires, employés et agents, en service dans les territoires d'outre-mer relevant du ministère des colonies et dont la totalité ou une partie des membres de la famille est demeurée momentanément dans la métropole. (Arrêté de promulgation N° 163 Cab. du 26 mars 1945) 186

- 13 décembre — Décret qui abroge et remplace par de nouvelles dispositions l'article 8 du décret du 13 juin 1912 portant règlement des indemnités allouées aux fonctionnaires, employés et agents civils voyageant isolément dans les colonies et pays de protectorat. (Arrêté de promulgation N° 175 Cab. du 3 avril 1945) 187

- 18 décembre — Arrêté interministériel relatif au contrôle des importations et exportations effectuées en provenance ou à destination de certains pays étrangers. (Arrêté de promulgation N° 176 Cab. du 3 avril 1945). 187

- 26 décembre — Ordonnance portant modification et codification des textes relatifs à l'indignité nationale 190

1945

- 6 janvier — N° 45 — 37 — Décret qui abroge et remplace par de nouvelles dispositions l'article 2 du décret du 24 janvier 1944 rendant la vaccination antiamarile obligatoire en A.O.F., en A.E.F., au Cameroun et au Togo. (Arrêté de promulgation N° 164 Cab. du 26 mars 1945). 188

- 2 mars — Décret rendant applicables les dispositions de l'ordonnance du 26 décembre 1944, portant modification et codification des textes relatifs à l'indignité nationale en A.O.F., au Togo, à Madagascar, à la Côte française des Somalis, à la Guyane et à Saint-Pierre et Miquelon. (Arrêté de promulgation N° 177 Cab. du 3 avril 1945) 188

ACTES DU HAUT-COMMISSARIAT

1944

- 17 novembre — N° 3074 F. — Arrêté général modifiant le tarif des droits de sortie en A.O.F. (rendu applicable au Togo par arrêté local N° 11 D. du 4 janvier 1945) 193

- 25 novembre — N° 3154 F. — Arrêté général modifiant le tarif des droits de sortie en A.O.F. (rendu applicable au Togo par arrêté local N° 24 D. du 11 janvier 1945) 194

1945

- 26 février — N° 621 SE. — Arrêté général modifiant l'arrêté N° 3053 du 15 novembre 1944 fixant les secteurs de répartition des marchandises d'importation soumises au contrôle du comité du commerce extérieur. 194

- 13 mars — N° 784 DT. — Arrêté général portant cessation de validité de certaines valeurs fiduciaires postales. 195

- 20 mars — N° 880 AP. — Arrêté général modifiant l'arrêté N° 681 AP. du 1^{er} mars 1945 relatif à la révision des listes des notables des communes mixtes. 199

- 20 mars — N° 883 DT. — Arrêté général portant réaménagement de certaines taxes postales et télégraphiques dans le régime intérieur de l'A.O.F. (Togo compris), le régime franco-colonial, le régime intercolonial. 195

- 21 mars — No 884 D.S. — Arrêté général relatif à la désignation des candidats destinés à participer au siège de la cour d'appel à l'élaboration de la liste des jurés de la chambre civile 200

ACTES DU POUVOIR LOCAL

1945

- 13 février — No 75 CFT. — Arrêté portant ouverture au trafic par wagons complets seulement d'une halte de pleine voie à la carrière de latérite P.K. 31,700 de la ligne de Palimé et créant un prix ferme pour le transport de cette latérite 200
- 13 février — No 77 CFT. — Arrêté portant modifications aux tarifs des chemins de fer du Togo 201
- 22 mars — No 156 APA. — Arrêté relatif à l'établissement et aux conséquences juridiques des plans généraux d'extension et d'aménagement et des plans d'alignement 201
- 24 mars — No 161 SE. — Arrêté déclarant infecté de peste bovine le canton d'Alloum (Subdivision de Lama-Kara) 205
- 26 mars — No 165 ss. — Arrêté mettant sous le régime de passeport sanitaire les voyageurs en provenance de la Gold-Coast (Kéta) 205
- 26 mars — No 166 F. — Arrêté portant modification à l'article 2 de l'arrêté No 112 du 20 février 1937, relatif aux pensions de retraite et gratifications de réforme des miliciens, gardes de cercle et agents de police du territoire du Togo 206
- 27 mars — No 168 APA. — Arrêté portant modification du taux de la solde d'un chef de canton 206
- 27 mars — No 169 SE. — Arrêté déclarant infecté de trypanosomiase animale le troupeau administratif d'Anécho stationné à Zébé 206
- 28 mars — No 172 AE. — Arrêté fixant le poids et le marquage des sacs de produits du cru du Togo destinés à l'exportation 206
- 2 avril — No 174 AE. — Arrêté fixant à 10 tonnes par mois les ventes de savon par la FAO pour la consommation locale 207
- 6 avril — No 181 TP. — Arrêté ouvrant une enquête de commodo et incommodo 207
- 6 avril — No 183 AE. — Arrêté intégrant les fils de toute nature dans la liste des articles soumis aux demandes de déblocage mensuelles 208
- 6 avril — No 184 MÉR. — Arrêté créant une station météorologique à Kougnohou 208
- 7 avril — No 185 ss. — Arrêté rapportant l'arrêté No 165 ss. du 26 mars 1945 mettant sous le régime de passeport sanitaire les voyageurs en provenance de la Gold-Coast (Kéta) 205
- Erratum à l'arrêté No 79 AE. du 14 février 1945 portant blocage de certaines marchandises 208
- Personnel 208
- Divers 211

TEXTES PUBLIES A TITRE D'INFORMATION

ACTES DU GOUVERNEMENT DE LA GUINEE FRANÇAISE

1945

- 26 mars — No 697 APA. — Arrêté fixant le prix de la journée d'hébergement à la station climatique de Dalaba pour l'année 1944 217
- 26 mars — No 698 APA. — Arrêté fixant provisoirement le prix de la journée d'hébergement à la station climatique de Dalaba pour l'année 1945 217

PARTIE NON OFFICIELLE

Avis et communications

- Communiqué relatif à l'envoi de la correspondance aux prisonniers de guerre, travailleurs (y compris les prisonniers transformés, déportés) 217
- Instruction générale fixant les règles de priorité applicables aux transports maritimes de familles entre la Métropole et les colonies 217
- Curatelle aux successions et biens vacants 219
- Domaines 219

PARTIE OFFICIELLE

ACTES DU POUVOIR CENTRAL

Indemnité familiale d'attente

No 163 Cab. — Par arrêté du Commissaire de la République au Togo en date du :

26 mars 1945. — Est promulgué dans le territoire du Togo l'arrêté ministériel (Colonies) du 29 novembre 1944 attribuant une indemnité dite indemnité familiale d'attente aux fonctionnaires, employés et agents, en service dans les territoires d'outre-mer relevant du ministère des colonies et dont la totalité ou une partie des membres de la famille est demeurée momentanément dans la Métropole.

Le Ministre des Colonies,

Vu l'ordonnance du 3 juin 1943 portant institution du Comité français de la Libération Nationale, ensemble les ordonnances du 3 juin 1944 et du 4 septembre 1944;

Vu le décret du 2 mars 1910 sur la solde et les accessoires de solde du personnel colonial;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Une indemnité dite indemnité familiale d'attente est attribuée aux fonctionnaires, employés et agents des cadres européens, rétribués sur les budgets généraux, locaux, spéciaux et annexes des colonies, en service dans les territoires d'outre-mer relevant du ministère des colonies et dont la totalité ou une partie des membres de la famille est demeurée momentanément dans la métropole.

Par famille il faut entendre l'épouse et les enfants pouvant prétendre à un passage gratuit aux frais de

L'Etat. Toutefois, l'indemnité n'est due que pour les enfants âgés de moins de 21 ans.

Cette indemnité est due à compter du jour où le fonctionnaire quitte la métropole pour une destination coloniale jusqu'au jour de l'arrivée de sa famille dans la colonie où il est en service.

ART. 2. — Les taux de l'indemnité familiale d'attente sont fixés comme suit :

| | Par mois. | Par jour. |
|-------------------------------------|-----------|-----------|
| Pour l'épouse | 1.050 | 35 |
| Par enfant de 0 à 8 ans | 300 | 10 |
| Par enfant de 8 à 16 ans | 390 | 13 |
| Par enfant de 16 à 21 ans | 480 | 16 |

ART. 3. — Le présent arrêté prendra effet pour compter du 15 septembre 1944.

ART. 4. — Le présent arrêté sera publié au *Bulletin officiel* du ministère des Colonies.

Fait à Paris, le 29 novembre 1944.

P. GIACOBBI.

Indemnité de déplacement

N° 175 Cab. — Par arrêté du Commissaire de la République au Togo en date du :

3 avril 1945. — Est promulgué dans le territoire du Togo le décret du 13 décembre 1944 qui abroge et remplace par de nouvelles dispositions l'article 8 du décret du 13 juin 1912 portant règlement des indemnités allouées aux fonctionnaires, employés et agents civils voyageant isolément dans les colonies et pays de protectorat.

LE GOUVERNEMENT PROVISOIRE DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu l'ordonnance du 3 juin 1943 portant institution du Comité français de la libération nationale, ensemble les ordonnances des 3 juin et 4 septembre 1944;

Vu le décret du 3 juillet 1897 sur les déplacements du personnel colonial;

Vu le décret du 13 juin 1912 sur les indemnités allouées aux fonctionnaires, employés et agents civils coloniaux ou locaux voyageant isolément dans les colonies et pays de protectorat;

Vu le décret du 22 novembre 1944 relatif à l'exercice de la présidence du Gouvernement provisoire de la République française pendant l'absence du général de Gaulle;

DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — L'article 8 du décret du 13 juin 1912 est abrogé et remplacé par les dispositions suivantes :

« Les frais accessoires de voyage donnent lieu à l'allocation d'une indemnité journalière dénommée indemnité de déplacement dont le taux est déterminé pour chaque catégorie de déplacement soit définitif soit temporaire.

« Cette allocation est acquise en cas de déplacement temporaire pendant toute la durée du séjour obligatoire hors de la résidence.

« En cas de déplacement définitif elle est acquise seulement pendant la durée du trajet et des séjours forcés en cours de route.

« Cette indemnité est perçue selon les taux en vigueur dans la colonie où le fonctionnaire est appelé à se déplacer ou à séjourner ».

ART. 2. — Les dispositions du présent décret sont applicables à compter du 1^{er} octobre 1944.

ART. 3. — Le ministre des colonies est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 13 décembre 1944.

Jules JEANNENEY.

Par le Gouvernement Provisoire de la République Française :

Le Ministre des Colonies,

P. GIACOBBI.

Echanges commerciaux

N° 176 Cab. — Par arrêté du Commissaire de la République au Togo en date du :

3 avril 1945. — Est promulgué dans le territoire du Togo l'arrêté interministériel du 18 décembre 1944 relatif au contrôle des importations et exportations effectuées en provenance ou à destination de certains pays étrangers.

Le Ministre des Affaires Etrangères, le Ministre de l'Intérieur, le Ministre de l'Economie Nationale, le Ministre des Finances et le Ministre des Colonies,

Vu l'article 10 du décret du 1^{er} septembre 1939, relatif aux interdictions de rapports avec l'ennemi;

Vu les articles 10, 11 et 12 du décret du 30 novembre 1944;

ARRETENT :

ARTICLE PREMIER. — Sont soumises aux dispositions des articles 10 et 11 du décret du 30 novembre 1944 les importations et exportations effectuées en provenance ou à destination des pays ci-après :

Espagne et ses possessions, y compris la zone espagnole de l'Empire chérifien;

Libéria;

Liechtenstein;

Portugal et ses possessions;

Suède;

Suisse;

Tanger (zone internationale de);

Turquie.

ART. 2. — Toutes les marchandises exportées ou réexportées sont soumises aux dispositions prévues par l'article 11 du décret du 30 novembre 1944.

ART. 3. — Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 18 décembre 1944.

Le ministre des affaires étrangères,

Georges BIDAULT.

Le Ministre de l'intérieur,

A. TIXIER.

Le Ministre de l'Economie nationale,

Pierre MENDES-FRANCE.

Le ministre des finances,

R. PLEVEN.

Le ministre des colonies,

P. GIACOBBI.

Vaccination antiamarile

N° 164 Cab. — Par arrêté du Commissaire de la République au Togo en date du :

26 mars 1945. — Est promulgué dans le territoire du Togo le décret N° 45-37 du 6 janvier 1945 qui abroge et remplace par de nouvelles dispositions l'article 2 du décret du 24 janvier 1944 rendant la vaccination antiamarile obligatoire en Afrique Occidentale Française, en Afrique Equatoriale Française, au Cameroun et au Togo.

LE GOUVERNEMENT PROVISOIRE DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des colonies;

Vu l'ordonnance du 3 juin 1943 portant institution du Comité français de la libération nationale, ensemble les ordonnances des 3 juin et 4 septembre 1944;

DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — L'article 2 du décret du 24 janvier 1944 rendant la vaccination antiamarile obligatoire en Afrique occidentale française, en Afrique équatoriale française, au Cameroun et au Togo est abrogé et remplacé par le suivant :

« Art. 2. — Toutes les personnes qui sont autorisées à se rendre dans ces territoires ou les traverser par voie maritime, terrestre ou aérienne devront être immunisées contre la fièvre jaune et justifier avoir été vaccinées depuis moins de quatre ans et plus de dix jours ».

ART. 2. — Le ministre des colonies est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République Française.

Fait à Paris, le 6 janvier 1945.

DE GAULLE.

Par le Gouvernement Provisoire de la République Française :

Le ministre des colonies,
P. GIACOBBI.

Indignité nationale

N° 177 Cab. — Par arrêté du Commissaire de la République au Togo en date du :

3 avril 1945. — Est promulgué dans le territoire du Togo le décret du 2 mars 1945, rendant applicables les dispositions de l'ordonnance du 26 décembre 1944, portant modification et codification des textes relatifs à l'indignité nationale en A. O. F., au Togo, à Madagascar, à la Côte Française des Somalis, à la Guyane et à Saint-Pierre et Miquelon.

DECRET du 2 mars 1945.

LE GOUVERNEMENT PROVISOIRE DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE :

Sur le rapport du Ministre des Colonies;

Vu l'ordonnance du 3 juin 1943, portant institution du Comité français de la Libération nationale, ensemble les ordonnances des 3 juin et 4 septembre 1944;

Vu l'ordonnance du 26 décembre 1944, portant modification et codification des textes relatifs à l'indignité nationale;

DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — Sont déclarées applicables en Afrique occidentale française, au Togo, à Madagascar et Dépendances, à la Côte française des Somalis, à la Guyane et à Saint-Pierre-et-Miquelon, les dispositions de l'ordonnance du 26 décembre 1944, portant modification et codification des textes relatifs à l'indignité nationale, sous réserve des dispositions ci-après.

ART. 2. — Les articles 3 (alinéa 1^{er}), 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 13, 22 (alinéa 1^{er}), 24, 25 (alinéa 1^{er}) sont modifiés comme suit :

« Art. 3 (alinéa 1^{er}). — L'indignité nationale est constatée par une Chambre civique qui sera instituée au siège de la juridiction d'appel.

« Pour une meilleure et plus prompte distribution de la justice, la Chambre civique peut se déplacer au siège des Tribunaux de la première instance. Le déplacement est ordonné par arrêté du Chef de la colonie sur la proposition du Chef du Service judiciaire ».

« Art. 4. — La Chambre civique est composée de cinq membres.

« Elle est présidée par un magistrat ayant au moins rang de conseiller à la Cour d'appel ou, à défaut, par le magistrat du siège du grade le plus élevé, assisté de quatre jurés choisis comme il est dit à l'article 5 ci-après.

« La Chambre civique ainsi composée siège pendant un mois.

« Les jurés sont renouvelés après une session d'un mois.

« Le président de la Chambre civique est nommé par ordonnance du président de la juridiction d'appel et après avis du ministère public auprès de cette juridiction.

« Le commissaire du Gouvernement près la Chambre civique est désigné par arrêté du Chef de la colonie sur proposition du Chef du Service judiciaire parmi les membres du Parquet.

« Le greffier en chef de la juridiction d'appel assure les fonctions de greffier de la Chambre civique ».

« Art. 5. — Pour chaque Chambre civique, la liste des jurés est dressée par une Commission composée du président de la juridiction d'appel ou de son délégué et de deux représentants des organisations patriotiques locales désignés dans des conditions qui seront fixées par arrêté du Chef de la colonie.

« Cette liste comprend cent jurés par Chambre civique. Toutefois, des arrêtés du Chef de la colonie pourront réduire ce nombre jusqu'à trente. La liste ne peut comprendre que des personnes qui n'ont cessé de faire preuve de sentiments nationaux.

« Nul ne peut être juré s'il ne remplit par ailleurs les conditions prévues par la législation en vigueur dans les colonies susvisées sur le jury ou l'assessorat des Cours d'assises ou Cours criminelles.

« Dix jours au moins avant celui fixé pour l'ouverture de la session, le président de la Chambre civique, en présence du commissaire du Gouvernement, et assisté du greffier, tire au sort, en audience publique, les

noms de quatre jurés et d'un ou plusieurs jurés suppléants après retranchement du nom des jurés siégeant à la session en cours.

« Les jurés, au début de la première audience, à laquelle ils siègent, prêtent le serment prévu à l'article 312 du Code d'instruction criminelle.

« Dans le cas où, dans le cours de la session, un ou plusieurs jurés titulaires ou suppléants tirés au sort seraient empêchés de suivre les débats, de telle sorte que leur nombre se trouverait inférieur à quatre, le président procèdera à un tirage au sort complémentaire.

« Le président, sur la réquisition du commissaire du Gouvernement, statue par ordonnance sur les causes d'incapacité, d'incompatibilité et de dispense prévues par les articles 382, 383 et 384 du Code d'instruction criminelle, l'article 6 ci-après et par les textes spéciaux aux colonies susvisées et prononce, le cas échéant, contre les jurés défaillants, les peines de l'article 396 du Code d'instruction criminelle ».

« Art. 6. — Nul ne peut, à peine de nullité, siéger comme président ou juré ou remplir les fonctions de commissaire du Gouvernement ou de greffier dans une affaire soumise à la Chambre civique :

« 1^o S'il est parent ou allié de l'accusé jusqu'au degré de cousin issu de germain ;

« 2^o S'il a porté plainte contre l'accusé ou déposé comme témoin ;

« 3^o Si, dans les cinq ans qui ont précédé la mise en jugement, il a été engagé comme plaignant, partie civile ou inculpé dans une instance où l'accusé était partie ;

« 4^o S'il a précédemment connu de l'affaire comme membre d'une juridiction ou en participant à des Tribunaux de la Résistance.

« Les parents ou alliés jusqu'au degré d'oncle ou neveu inclusivement ne peuvent, à peine de nullité, être membres d'une même Chambre civique ou remplir auprès de cette Chambre les fonctions de commissaire du Gouvernement ou de greffier ».

« Art. 7. — En cas d'empêchement du président de la Chambre civique, il est pourvu à son remplacement dans les mêmes formes que celles prévues pour la désignation du président titulaire ».

« Art. 8. — En cas d'empêchement du commissaire du Gouvernement près la Chambre civique, les fonctions de ministère public près ladite Chambre sont remplies par l'un des magistrats du Parquet, soit de la juridiction d'appel, soit du Tribunal de première instance du lieu ».

« Art. 9. — La compétence territoriale de la Chambre civique est la même que celle de la juridiction d'appel auprès de laquelle elle est instituée ».

« Art. 10. — La Chambre civique est saisie par citation donnée au prévenu par le commissaire du Gouvernement ».

« Art. 11. — Il y aura entre la citation et le jugement un délai de quinze jours francs pendant lequel le dossier est tenu à la disposition de la personne mise en cause ou à celle de son Conseil au greffe de la Chambre civique ».

« Art. 13. — Les débats ont lieu en audience publique. Après le rapport du président, l'interrogatoire du prévenu et l'audition des témoins appelés de part et d'autre, le commissaire du Gouvernement est entendu dans ses conclusions et la personne citée ou son Conseil en leurs explications.

« Le président de la Chambre civique est chargé de diriger les débats ; il a la police de l'audience. Il est investi d'un pouvoir discrétionnaire en vertu duquel il peut prendre sur lui tout ce qu'il croit utile pour découvrir la vérité. Il peut, dans le cours des débats, appeler même par mandat d'amener et entendre toute personne ou se faire apporter toute nouvelle pièce qui paraîtrait, d'après les nouveaux développements donnés à l'audience soit par les accusés, soit par les témoins, pouvant répandre un jour utile sur les faits contestés.

« Le président et les jurés se retirent pour délibérer. Ils décident si l'accusé est ou non coupable d'indignité nationale ou ordonnent un supplément d'information qui est confié au commissaire du Gouvernement. Dans ce dernier cas, l'arrêt fixe la date à laquelle l'affaire sera appelée à nouveau devant la Chambre civique ».

« Art. 22 (alinéa 1^{er}). — La dégradation nationale, qu'elle soit prononcée à titre principal ou à titre complémentaire, par application de l'alinéa 2 de l'article 26 ci-après, ne peut être confondue avec aucune autre peine que celles prévues aux articles 34 et 48 du Code pénal ».

« Art. 24. — L'indignité nationale ne peut être constatée par la Chambre civique que sur citation délivrée avant l'expiration d'un délai de six mois à compter de la date de promulgation des textes d'application de la présente ordonnance aux territoires d'outre-mer relevant du Ministère des Colonies ».

« Art. 25 (alinéa 1^{er}). — La décision constatant l'indignité nationale reçoit la publicité prévue par l'article 36 du Code pénal. Elle est inscrite aux bulletins nos 1, 2 et 3 du casier judiciaire. Elle est notifiée sans délai au Chef de la colonie ».

ART. 3. — Sont sans application en Afrique occidentale française, au Togo, à Madagascar et Dépendances, à la Côte française des Somalis, à la Guyane et à Saint-Pierre-et-Miquelon, les articles 3 (alinéa 2), 16 (alinéa 7) et 27 de l'ordonnance du 26 décembre 1944 susvisée.

ART. 4. — Le commissaire du Gouvernement peut procéder à toute saisie utile et se faire communiquer tout document même dans les administrations.

ART. 5. — Les constitutions de parties civiles ne sont pas admises.

ART. 6. — Les plaintes adressées au commissaire du Gouvernement doivent être signées de leurs auteurs. Elles engagent la responsabilité de leurs auteurs dans les termes du droit commun. Elles ne sont plus reçues après expiration d'un délai de six mois à compter de la date de promulgation du présent décret.

ART. 7. — La déclaration de pourvoi en cassation est faite au greffier de la Chambre civique qui a statué par le condamné et signé par lui et le greffier. Si le condamné ne veut ou ne peut signer, le greffier en fait mention.

Le condamné qui se sera pourvu en cassation pourra déposer entre les mains dudit greffier, dans les quarante-huit heures du prononcé de l'arrêt, un mémoire exposant ses moyens de cassation. Tout moyen qui n'aura pas été exposé dans le mémoire ne sera pas recevable.

Le pourvoi en cassation formé contre l'arrêt de la Chambre civique est jugé par la Chambre des mises en accusation de la juridiction d'appel qui statue conformément aux articles suivants. En cas de cassation, l'affaire est renvoyée devant la Chambre civique autrement composée.

ART. 8. — A l'expiration du délai de quarante-huit heures prévu ci-dessus, le commissaire du Gouvernement adresse au Procureur général ou Procureur près la juridiction d'appel une expédition de l'arrêt et de l'acte de recours; il y joint les pièces de la procédure et le mémoire du condamné s'il a été déposé. Le pourvoi est dispensé de la consignation et de l'amende.

ART. 9. — Le Procureur général ou Procureur près la juridiction d'appel, dès réception des pièces de la procédure, les envoie au greffier de ladite juridiction d'appel où elles restent déposées pendant vingt-quatre heures.

L'avocat du condamné peut en prendre communication sans déplacement et produire, avant l'examen par la Chambre des mises en accusation, les requêtes, mémoires et pièces qu'il jugera utiles.

Le greffier tient un registre sur lequel il mentionne à leur date les productions faites par le Procureur général ou Procureur près la juridiction d'appel et par le condamné.

ART. 10. — A l'expiration du délai de vingt-quatre heures les pièces de l'affaire sont renvoyées par le président de la Chambre des mises en accusation à l'un des magistrats la composant pour en faire le rapport. La Chambre des mises en accusation prononce dans les trois jours à dater du dépôt des pièces.

ART. 11. — Si la Chambre des mises en accusation reconnaît qu'il n'y a pas lieu à cassation, mais si elle estime que le condamné se trouve dans un des cas prévus par l'article 443 du Code d'instruction criminelle, modifié par la loi du 8 juin 1895, comme donnant ouverture à la révision des procès criminels, elle peut ordonner qu'il soit sursis à l'exécution de l'arrêt jusqu'à l'accomplissement des formalités prescrites par l'article 444 du Code d'instruction criminelle.

Nul n'a le droit de provoquer cette mesure, la Chambre ne peut que l'ordonner d'office.

Le sursis ordonné en vertu du présent article cessera d'avoir effet si, dans les trois mois qui auront suivi le prononcé de l'arrêt, le condamné n'a pas fait inscrire sa demande de révision au Ministère de la Justice ou si le Ministre de la Justice, au cas où il a seul qualité pour introduire la demande en révision, l'a écartée après avis de la Commission prévue par l'article 444 du Code d'instruction criminelle.

Toute décision de la Chambre des mises en accusation ordonnant qu'il soit sursis à l'exécution de l'arrêt rendu par la Chambre civique est, par les soins du Procureur général ou Procureur près la juridiction

d'appel, immédiatement transmise au Garde des Sceaux, Ministre de la Justice.

Il n'est dérogé en rien aux dispositions des articles 443 et 444 du Code d'instruction criminelle.

ART. 12. — Des arrêtés des Chefs de colonie régleront les conditions d'application du présent décret, notamment en ce qui concerne l'indemnité à attribuer aux jurés.

ART. 13. — Le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice, et le Ministre des Colonies sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 2 mars 1945.

C. DE GAULLE.

Par le Gouvernement Provisoire de la République Française :

Le Garde des sceaux, ministre de la Justice,
François de MENTHON.

Le ministre des colonies,
P. GIACOBBI.

ORDONNANCE du 26 décembre 1944.

LE GOUVERNEMENT PROVISOIRE DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE :

Sur le rapport du Garde des Sceaux, Ministre de la Justice;

Vu l'ordonnance du 3 juin 1943, instituant le Comité français de la Libération nationale, ensemble les ordonnances des 3 juin et 4 septembre 1944;

Vu l'ordonnance du 26 août 1944, relative à l'indignité nationale, ensemble les ordonnances des 30 septembre et 17 octobre 1944;

Vu l'ordonnance du 28 novembre 1944, portant modification et codification des textes relatifs à la répression des faits de collaboration;

Vu l'ordonnance du 9 août 1944, relative au rétablissement de la légalité républicaine;

Le Comité juridique entendu;

ORDONNE :

ARTICLE PREMIER. — Est coupable d'indignité nationale et frappé de la peine criminelle prévue à l'article 23 ci-après, sans préjudice des autres peines criminelles ou des peines correctionnelles qu'il pourrait en outre encourir dans le cas où les faits reprochés constitueraient des infractions aux lois pénales en vigueur le 16 juin 1940, tout Français qui aura, postérieurement au 16 juin 1940, soit sciemment apporté en France ou à l'étranger une aide directe ou indirecte à l'Allemagne ou à ses alliés, soit porté atteinte à l'unité de la nation ou à la liberté des Français, ou à l'égalité entre ces derniers.

ART. 2. — Constitue notamment le crime d'indignité nationale le fait :

1^o — Soit d'avoir fait partie, sous quelque dénomination que ce soit, des Gouvernements ou pseudo-Gouvernements ayant exercé leur autorité en France entre le 16 juin 1940 et l'installation sur le territoire métropolitain du Gouvernement provisoire de la République française;

2° — Soit d'avoir occupé une fonction de direction dans les services centraux, régionaux ou départementaux de la propagande desdits Gouvernements; •

3° — Soit d'avoir occupé une fonction de direction dans les services centraux, régionaux ou départementaux du Commissariat aux Questions juives;

4° — Soit d'être devenu ou demeuré adhérent, postérieurement au 1^{er} janvier 1941, même sans participation active, à un organisme de collaboration quel qu'il soit, et spécialement à l'un des groupements suivants :

Le Service d'Ordre Légionnaire;

La Milice;

Le Groupe Collaboration;

La Phalange Africaine;

La Légion des Volontaires Français;

La Légion Tricolore;

Les Amis de la Légion des Volontaires Français;

Le Parti National Collectiviste;

Le Parti Franciste;

Le Parti Populaire Français;

Le Mouvement Social Révolutionnaire;

Le Rassemblement National Populaire;

Le Comité Ouvrier de Secours Immédiat;

Le Service d'Ordre Prisonnier;

5° — Soit d'avoir participé à l'organisation de manifestations artistiques, économiques, politiques ou autres en faveur de la collaboration avec l'ennemi;

6° — Soit d'avoir publié des articles, brochures ou livres, ou fait des conférences en faveur de l'ennemi, de la collaboration avec l'ennemi, du racisme ou des doctrines totalitaires.

ART. 3. —

Pour l'appréciation de la culpabilité, la Chambre civique ou, le cas échéant, la Cour de justice, peut tenir compte de la pression exercée sur les auteurs ou de l'importance et de la fréquence de leurs agissements.

Ces juridictions peuvent également déclarer excusées et relever de l'indignité nationale, dans tous les cas prévus à l'article premier, les personnes qui, postérieurement aux agissements retenus contre elles, se sont réhabilitées en se distinguant par des actions de guerre contre l'Allemagne et ses alliés ou par la participation active, efficace et soutenue à la résistance contre l'occupant ou l'autorité de fait dite Gouvernement de l'Etat français.

ART. 12. — L'accusé comparaît en personne.

ART. 14. — Les témoins, avant de déposer, font le serment à l'audience de parler sans haine et sans crainte, de dire toute la vérité, rien que la vérité.

ART. 15. — Les témoins qui n'auront pas comparu sur la citation du Commissaire du Gouvernement ou de l'accusé, et qui n'auront pas justifié qu'ils en étaient

légitimement empêchés, ou qui refuseront de faire leur déposition, seront jugés par le Président et punis conformément à l'article 80 du Code d'instruction criminelle.

ART. 16. — Après avoir prononcé l'arrêt, le Président avertira, s'il y a lieu, le condamné qu'il a un délai de vingt-quatre heures pour se pourvoir en cassation.

Le recours en cassation n'est ouvert que contre les arrêts de la Chambre civique qui sont devenus définitifs.

Le pourvoi en cassation n'est pas suspensif. Toutefois, lorsque la confiscation des biens prévue par le dernier alinéa de l'article 21 aura été prononcée, l'Administration de l'Enregistrement, des Domaines et du Timbre ne pourra prendre, en ce qui concerne les biens confisqués, que des mesures conservatoires jusqu'à ce qu'il soit définitivement statué sur le pourvoi.

La cassation ne sera prononcée qu'au cas où la violation de la loi porte atteinte aux droits essentiels de la défense.

Les dispositions des alinéas 7 et 8 de l'article 416 du Code d'instruction criminelle, modifié par le décret-loi du 8 août 1935, ne sont pas applicables.

Le pourvoi ne sera pas reçu pour violation ou omission d'une formalité prescrite à peine de nullité, antérieure ou concomitante au tirage au sort du jury de jugement.

Le condamné pourra former un recours en grâce.

ART. 17. — L'arrêt fait mention de l'accomplissement de toutes les formalités prescrites par la présente ordonnance. Il contient les décisions rendues sur les moyens d'incompétence, les exceptions et les incidents.

Il énonce, à peine de nullité :

1° — Les noms du Président et des jurés;

2° — Les nom, prénoms, âge, profession, domicile de l'accusé;

3° — La prestation du serment des témoins et interprètes;

4° — Les réquisitions du Commissaire du Gouvernement;

5° — L'indication que la décision a été formée à la majorité;

6° — Lorsqu'elles ont été accordées, la déclaration qu'il y a à la majorité des circonstances atténuantes;

7° — L'indication, si l'excuse prévue par le quatrième alinéa de l'article 3 a été admise, qu'il a été statué à la majorité;

8° — La décision de la Chambre civique;

9° — La publicité des séances;

10° — La publicité de la lecture de l'arrêt faite par le Président.

ART. 18. — Si l'accusé ne comparaît pas, la Chambre civique statue sur la contumace.

La condamnation par contumace est exécutoire du jour de la signification de l'arrêt à personne ou à domicile, à moins que l'accusé ne se présente pour purger sa contumace.

Dans le cas où le contumax avait été régulièrement cité à personne devant la Chambre civique, il n'est admis à purger sa contumace que s'il établit que sa non-comparution était due à un cas de force majeure. Dans le cas contraire, la condamnation prononcée demeure exécutoire à son égard.

La condamnation prononcée contre le condamné admis à purger sa contumace demeure également exécutoire à son égard si celui-ci ne se présente pas devant la Chambre civique à l'audience pour laquelle il sera cité à comparaître afin d'être jugé à nouveau.

ART. 19. — La personne reconnue coupable d'indignité nationale est condamnée aux frais. Les dépens seront liquidés par l'arrêt.

ART. 20. — L'arrêt est rendu en audience publique. La minute sera signée par le Président et le premier juré, à peine de 100 francs d'amende contre le greffier et, s'il y a lieu, de prise à partie tant contre le greffier que contre le Président.

ART. 21. — L'indignité nationale est punie de la dégradation nationale. La dégradation nationale est une peine infamante qui comporte :

1° — La privation des droits de vote, d'élection, d'éligibilité et, en général, de tous les droits civiques et politiques et du droit de porter aucune décoration ;

2° — La destitution et l'exclusion des condamnés de toutes fonctions, emplois, offices publics et corps constitués ;

3° — La perte de tous grades dans l'armée de terre, de l'air et de mer ;

4° — La destitution et l'exclusion des condamnés de toutes fonctions d'administrateur, directeur, secrétaire général, dans les entreprises bénéficiaires de concessions ou de subventions accordées par une collectivité publique, ainsi que de toutes fonctions à nomination du Gouvernement, des départements, des communes et des personnes publiques, dans les entreprises et services d'intérêt général ;

5° — L'incapacité d'être juré, expert, arbitre, d'être employé comme témoin dans les actes et de déposer en justice autrement que pour donner de simples renseignements ;

6° — La destitution et l'exclusion des condamnés des professions d'avocat, de défenseur agréé, de notaire, d'avoué, et généralement de tous les offices ministériels ;

7° — La privation du droit de tenir école ou d'enseigner et d'être employé dans aucun établissement d'instruction à titre de professeur, maître ou surveillant, et également du droit de faire partie de tout groupement ayant pour but d'assurer ou de développer l'enseignement moral, intellectuel ou physique de la jeunesse ;

8° — La destitution et l'exclusion des condamnés de tous organismes, associations et syndicats chargés de représenter les professions et d'en assurer la discipline ;

9° — La destitution et l'exclusion des comités exécutifs, conseils d'administration, et autres organes direc-

teurs des institutions chargées de l'application des lois et règlements relatifs au travail, à la prévoyance sociale, à la santé et à l'assistance publique ;

10° — La privation du droit de diriger une entreprise d'édition, de presse, de radio ou de cinéma ou d'y collaborer régulièrement ;

11° — L'incapacité de faire partie d'un conseil de famille et d'être tuteur, curateur, subrogé tuteur ou conseil judiciaire si ce n'est de ses propres enfants et sur l'avis conforme de la famille ;

12° — La privation du droit de détention et de port des armes ;

13° — L'interdiction d'être administrateur ou gérant de sociétés ;

14° — L'interdiction d'être directeur du siège central ou directeur général ou secrétaire général d'une entreprise de banque ou d'assurance.

A titre complémentaire, la Chambre civique peut prononcer la confiscation soit de la totalité, soit d'une quote-part des biens du condamné, dans les conditions prévues par les articles 37, 38 et 39 du Code pénal.

ART. 22. —

La condamnation à la dégradation nationale ne fait pas échec à l'application des dispositions de l'alinéa 4 de l'article 83 du Code pénal, modifié par le décret du 9 novembre 1939.

Le mineur de dix-huit ans, acquitté comme ayant agi sans discernement, sera remis à sa famille.

ART. 23. — La Chambre civique, en déclarant l'indignité nationale, peut décider qu'il sera interdit à la personne reconnue indigne de résider dans un certain nombre de localités de France, d'Algérie, des colonies ou des pays de protectorat qu'elle désignera.

Dans le cas où, par application du troisième alinéa de l'article 2, la Chambre civique aurait admis les circonstances atténuantes, la durée des déchéances, exclusions, incapacités et privations de droit énumérées à l'article 23 peut être réduite à une période qui ne sera cependant pas inférieure à cinq ans.

ART. 25. —

Lorsque les déchéances, exclusions, incapacités et privations de droit attachées à l'indignité nationale ne sont prononcées que pour une durée déterminée, la mention portée au casier judiciaire cessera de figurer au bulletin n° 3, cinq ans après l'expiration de la peine lorsque, dans l'intervalle, ne sera intervenue aucune nouvelle condamnation à une peine afflictive et infamante.

ART. 26. — La violation par une personne condamnée pour crime d'indignité nationale des dispositions de la présente ordonnance est punie d'un emprisonnement de un à cinq ans et d'une amende de 10.000 à 100.000 francs ou l'une de ces deux peines seulement.

Les dirigeants des administrations, concessions, entreprises ou régies convaincus de complicité sont frappés des mêmes peines.

ART. 28. — L'ordonnance du 26 août 1944, instituant l'indignité nationale, modifiée par les ordonnances des 29 septembre et 17 octobre 1944, est abrogée.

Toutefois, les Chambres civiles constituées en vertu de ladite ordonnance resteront en fonctions, les listes des jurés demeureront valables et les poursuites engagées seront continuées conformément à la présente ordonnance.

ART. 29. — La présente ordonnance sera publiée au *Journal officiel* de la République française et exécutée comme loi.

Fait à Paris, le 26 décembre 1944.

DE GAULLE

Par le Gouvernement Provisoire de la République Française :

Le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice,
François DE MENTHON.

ACTES DU HAUT-COMMISSARIAT

Douanes

ARRETE N° 3074 F. du 17 novembre 1944.

LE GOUVERNEUR GÉNÉRAL DE L'A. O. F.,
CHEVALIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,

Vu le décret du 18 octobre 1904, réorganisant le Gouvernement général de l'Afrique occidentale française, et les textes modificatifs subséquents;

Vu le décret du 22 septembre 1942, approuvant l'arrêté du 17 juillet 1942, fixant les quotités, le mode d'assiette et les règles de perception des droits d'exportation en Afrique occidentale française;

Vu le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies notamment l'article 74, paragraphe B;

Vu l'article 25 de l'arrêté du 31 mai 1930, modifié par arrêté du 28 juillet 1938, réorganisant les Chambres de Commerce de l'Afrique occidentale française;

Vu l'urgence;

La Commission permanente du Conseil de Gouvernement entendue;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Le tableau II annexé à l'arrêté du 17 juillet 1942 est modifié ainsi qu'il suit en ce qui concerne la quotité du droit de sortie sur les produits suivants :

| NUMÉROS DU TARIF et de la NOMENCLATURE OFFICIELLE | DESIGNATION DES PRODUITS | UNITÉ de PERCEPTION | QUOTITÉS DES DROITS |
|--|--|---------------------------|------------------------|
| <i>Chapitre VII. — Fruits et graines</i> | | | |
| 181 | Arachides décortiquées b) Autres | Valeur | 6% |
| 184 | Amandes de coco ou coprah | — | 10% |
| 186 | Graines de coton décortiquées ou non | — | 10% |
| 193 b | Amandes de karité | — | 10% |
| 196 | Graines de ricin et de pulgère | — | 10% |
| 197 | Graines de sésame | — | 10% |
| 199 b | Graines de béréf | — | 10% |
| Divers | Autres fruits et graines oléagineux | — | 10% |
| <i>Chapitre IX. — Huiles et sucs végétaux</i> | | | |
| 243-244 | Huiles de coco ou de coprah | — | 10% |
| 245-246-247 | Huiles de coton | — | 10% |
| 250-251 | Huiles de palme ou de palmiste | — | 10% |
| 252-253 | Huiles de ricin et de pulgère | — | 10% |
| 254 | Huiles de sésame | — | 10% |
| 257 b | Huiles de béréf | — | 10% |
| Divers | Autres huiles non dénommées ci-dessus autres que d'arachides | — | 10% |
| 268 | Beurre de karité | — | 10% |
| 265-266-267 | Autres graisses végétales | — | 10% |

ART. 2. — Les nouveaux droits entreront en application à compter du 1^{er} décembre en ce qui concerne l'huile de palme et du 1^{er} janvier 1945 pour les autres produits repris à l'article 1^{er}.

ART. 3. — Les Gouverneurs des colonies du Groupe et le Gouverneur, Administrateur de la circonscription de Dakar et Dépendances, sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera communiqué et publié partout où besoin sera.

Dakar, le 17 novembre 1944.

Pour le Gouverneur général absent
Le Gouverneur, Secrétaire général
chargé de l'expédition des affaires courantes,
Y. DIGO.

(Rendu applicable au Togo par arrêté local n° 11 D. du 4 janvier 1945, lui-même approuvé par arrêté général n° 713 DGF/DI. du 6 mars 1945).

ARRETE N° 3154 F. du 25 novembre 1944.

LE GOUVERNEUR GÉNÉRAL DE L'A. O. F.,
CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret du 18 octobre 1904, réorganisant le Gouvernement général de l'Afrique occidentale française, et les textes modificatifs subséquents;

Vu le décret du 22 septembre 1942, approuvant l'arrêté du 17 juillet 1942, fixant les quotités, le mode d'assiette et les règles de perception des droits d'importation en Afrique occidentale française;

Vu le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies, notamment l'article 74, paragraphe B;

Vu l'article 23 de l'arrêté du 31 mai 1930, modifié par arrêté du 26 juillet 1938, réorganisant les Chambres de commerce de l'Afrique occidentale française;

Vu l'urgence;

La Commission permanente du Conseil de Gouvernement entendue;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Le tableau II annexé à l'arrêté du 17 juillet 1942 est modifié ainsi qu'il suit en ce qui concerne la quotité du droit de sortie.

| NUMERO du tarif et de la nomenclature officielle | DESIGNATION DES PRODUITS | UNITE de perception | QUOTITE des droits |
|---|-----------------------------|------------------------|-----------------------|
| 235 | Tabac en feuilles | Le kilog. net | 4 » |
| 286 | Caoutchouc | Valeur | 10 %. |

ART. 2. — Les Gouverneurs des colonies du groupe et le Gouverneur, Administrateur de la Circonscription de Dakar et Dépendances, sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera communiqué et publié partout où besoin sera.

Dakar, le 25 novembre 1944.

*Pour le Gouverneur Général absent,
Le Gouverneur Secrétaire général,
chargé de l'expédition des affaires courantes,*

Y. DIGO.

*(Rendu applicable au Togo par arrêté local n° 24 D.
du 11 janvier 1945, lui-même approuvé par arrêté
général n° 713 DGF./DI. du 6 mars 1945).*

Marchandises d'importation

ARRETE N° 621 S. E. du 26 février 1945.

LE GOUVERNEUR GÉNÉRAL DE L'A. O. F.,
CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

COMPAGNON DE LA LIBÉRATION, CROIX DE GUERRE,

Vu le décret du 18 octobre 1904, réorganisant le Gouvernement général de l'Afrique occidentale française, et les textes modificatifs subséquents;

Vu l'arrêté n° 1042 S.E. du 8 avril 1944, fixant les conditions de répartition des marchandises d'importation soumises au contrôle du Comité du Commerce extérieur et destinées à être commercialisées, complété par l'arrêté n° 653 S.E. du 29 février 1944 et modifié par l'arrêté n° 2611 S.E. du 16 septembre 1944;

Vu l'arrêté n° 3053 du 15 novembre 1944, abrogeant et remplaçant l'article premier de l'arrêté n° 1042 du 8 avril 1944;

Vu l'arrêté n° 456 T. P. du 10 février 1945, concernant la répartition des produits industriels importés en Afrique occidentale française et au Togo;

Vu la lettre n° 29 du 27 janvier 1945 du Gouverneur de la Mauritanie;

Sous réserve d'approbation en commission permanente du Conseil de Gouvernement;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — L'article premier de l'arrêté n° 3053 S. E. du 15 novembre 1944 est abrogé et remplacé par le texte suivant :

« Article Premier. — En vue d'assurer la répartition des marchandises réceptionnées par les soins du Comité du commerce extérieur ou de ses représentants ou par voie administrative les colonies de la Mauritanie, du Soudan, de la Guinée, de la Côte d'Ivoire, du Dahomey, du Niger et le territoire du Togo constituent chacune un secteur de répartition. La colonie du Sénégal et le territoire de la Circonscription de Dakar et Dépendances sont groupés en un secteur unique de répartition; toutefois, des sous-secteurs de répartition pourront être constitués à l'intérieur de ce dernier secteur sur proposition du conseil de gestion du Comité du commerce extérieur après avis des Chambres de Commerce intéressées.

« Sous les réserves énoncées aux articles 11 et 12 de l'arrêté n° 1042 du 8 avril 1944 les répartitions effectuées en application du présent arrêté n'ont, en ce qui concerne les produits industriels figurant à la nomenclature annexée à l'arrêté n° 456 TP. du 10 février 1945, qu'une valeur de commercialisation, ces produits étant mis à la disposition des utilisateurs finals dans les conditions prévues au susdit arrêté. Le plan de répartition de mêmes produits entre les secteurs et sous-secteurs créés au présent article est établi par le Directeur général des Travaux publics (Direction de la production industrielle) ».

ART. 2. — L'expression « Groupe Dakar-Sénégal-Mauritanie-Soudan » est remplacée par l'expression « groupe Dakar-Sénégal » dans les articles 4, 5, 6, 7 et 10 de l'arrêté n° 1042 du 8 avril 1944, dans l'article 2 (a, 2°) de l'arrêté n° 2611 S.E. du 16 septembre 1944 et dans l'article 2 de l'arrêté n° 3053 S.E. du 15 novembre 1944.

ART. 3. — Les Gouverneurs des colonies du groupe, le Gouverneur, Administrateur de la Circonscription de Dakar et Dépendances, le commissaire de la République au Togo, le Directeur général des Travaux publics (Direction de la production industrielle) et le Directeur général des Services économiques sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Dakar, le 26 février 1945.

Pour le Gouverneur général en tournée,

*Le Gouverneur des Colonies,
Secrétaire général du Gouvernement général,
chargé de l'expédition des affaires courantes,*

Y. DIGO.

P. T. T.

Timbres-poste

ARRETE N° 784 DT. du 13 mars 1945.

LE GOUVERNEUR GÉNÉRAL DE L'A. O. F.,
CHEVALIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,
COMPAGNON DE LA LIBÉRATION, CROIX DE GUERRE,

Vu le décret du 18 octobre 1904, réorganisant le Gouvernement général de l'A.O.F. et les décrets qui l'ont modifié;

Vu le décret du 7 août 1944, portant cessation de la validité des valeurs fiduciaires postales émises par l'autorité de fait dite « Gouvernement de l'Etat français »;

Vu le télégramme N° 83 C. U. TR. en date du 24 février 1945, du Ministère des Colonies;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Ont cessé d'être valables pour l'affranchissement des correspondances déposées dans les bureaux de poste de l'A. O. F. et du Togo, les timbres-poste à 1 fr. (vert) et à 2 frs. 50 (bleu) spéciaux à chaque colonie, d'un type ancien retouché et portant en coin l'effigie du maréchal Pétain.

Ont également cessé d'être valables les cartes postales revêtues d'un timbre imprimé de 80 centimes ou de 1 fr. 20 à l'effigie du maréchal Pétain.

ART. 2. — N'ont aucune valeur d'affranchissement les timbres-poste d'un type ancien retouché ou d'un type nouveau, émis en France à l'intention de l'A.O.F. ou du Togo entre juin 1940 et la libération du Territoire, dont les colonies considérées n'ont pas été pourvues par les soins de l'Agence Comptable des Timbres-poste coloniaux et qui n'ont, en conséquence, jamais été mis en vente aux guichets des bureaux de postes de ces colonies.

ART. 3. — Les timbres-poste désignés à l'article 1^{er} ne peuvent être apposés sur les objets de correspondance même au titre de figurines non postales. Les envois irréguliers seront, selon le cas, retournés à l'expéditeur ou versés aux rebuts après avoir été revêtus de la mention « non admis ».

Les correspondances revêtues des timbres-poste désignés à l'article 2 seront considérées comme non affranchies et traitées comme telles. L'apposition du timbre à date sur ces figurines est formellement interdite.

ART. 4. — Les détenteurs de timbres-poste ou cartes postales visés à l'article 1^{er} pourront en demander l'échange dans tous les bureaux de poste de la Fédération et du Togo contre une valeur équivalente d'autres figurines, pendant le délai d'un mois à compter de la date d'application du présent arrêté.

ART. 5. — Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Dakar, le 13 mars 1945

P. COURNARIE.

Taxes postales et télégraphiques

ARRETE N° 883 DT. du 20 mars 1945.

LE GOUVERNEUR GÉNÉRAL DE L'A. O. F.,
CHEVALIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,
COMPAGNON DE LA LIBÉRATION, CROIX DE GUERRE,

Vu le décret du 18 octobre 1904, portant réorganisation du Gouvernement général de l'A.O.F., et les textes ultérieurs, le modifiant;

Vu le décret du 30 décembre 1912, sur le régime financier des colonies, l'ensemble des actes qui l'ont modifié;

Vu l'instruction n° 1 sur le service des Postes, Télégraphes et Téléphones en A.O.F., rendue exécutoire par décision n° 165 du 3 février 1918;

Vu l'arrêté n° 1241/AP. du 23 mai 1930, promulguant en A.O.F. certains articles de la loi de Finances du 16 avril 1930, notamment les articles 89 et 90, portant modification de taxes postales;

Vu l'ensemble des textes généraux et locaux portant modification des taxes et tarifs postaux, télégraphiques et téléphoniques dans les régimes intérieurs de l'A.O.F., des colonies du groupe et du Togo, dans les régimes franco-colonial et intercolonial;

Vu la loi du 21 octobre 1940 promulguée en A.O.F. par arrêté n° 401 AP. du 31 janvier 1941, relative à l'arrondissement au dixième des recettes et dépenses publiques;

Vu le décret du 23 octobre 1941, portant organisation du Service des Transmissions de l'A.O.F., promulgué en A.O.F. par arrêté n° 4190 AP. du 3 décembre 1941;

Vu l'arrêté n° 4210 TP. du 3 décembre 1941, portant organisation du Service des Transmissions en A.O.F.;

Vu l'arrêté général du 4 février 1942 n° 494 DT. portant réaménagement de certaines taxes postales dans le régime intérieur de l'A.O.F. (Togo compris), le régime franco-colonial et le régime intercolonial;

Vu l'arrêté général du 4 février 1942, n° 495 DT. fixant les taxes télégraphiques et radiotélégraphiques dans le régime intérieur de l'A.O.F.;

Vu le décret du 22 février 1945 n° 45-288 relatif au relèvement des indemnités accordées pour la perte des objets recommandés;

Vu le décret du 22 février 1945 n° 45-289, portant réaménagement de certaines taxes postales, télégraphiques et téléphoniques;

La commission permanente du conseil de Gouvernement entendue;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Dans le régime intérieur de l'A. O. F. (Togo compris) ainsi que dans les relations franco-coloniales et intercoloniales, les taxes applicables aux correspondances ou services postaux désignés ci-après sont fixées comme suit :

I. — Lettres et paquets clos

| | | |
|--------------|--------------------------------|------|
| Jusqu'à | 20 grammes | 2,— |
| Au dessus de | 20 grammes jusqu'à 50 grs. | 3,— |
| Au dessus de | 50 grammes jusqu'à 100 grs. | 4,— |
| Au dessus de | 100 grammes jusqu'à 300 grs. | 7,— |
| Au dessus de | 300 grammes jusqu'à 500 grs. | 10,— |
| Au dessus de | 500 grammes jusqu'à 1000 grs. | 14,— |
| Au dessus de | 1000 grammes jusqu'à 1500 grs. | 17,— |

Au-dessus de 1500 grammes jusqu'à 2000 grs. 20,—

Au-dessus de 2000 grammes jusqu'à 3000 grs. 25,—

Poids maximum : 3.000 grammes, sauf pour les boîtes avec valeur déclarée :

Taxes applicables aux boîtes avec valeur déclarée d'un poids supérieur à 3.000 grammes (maximum 15 kgs.) :

En sus de la taxe de 25 frs. correspondant à 3.000 grammes :

Par 1.000 grammes ou fraction de 1.000 grammes en excédent 5,—

II. — Papiers de commerce et d'affaires

1^{re} — Tarif général Tarif des lettres

2^{re} — Tarif spécial :

a) factures, relevés de compte ou de factures, bordereaux ou avis d'expédition et notes d'honoraires expédiés sous enveloppes ouvertes ou sur carte à découvert et réduits à leurs énonciations constitutives :

Jusqu'à 20 grammes 1,50

b) Livrets cadastraux échangés entre l'administration des Contributions Directes et du Cadastre et les propriétaires :

Jusqu'à 500 grammes 5,—

III. — Cartes postales ordinaires

1^{re}. — Cartes postales simples 1,50

2^{re}. — Cartes postales avec réponse payée . 3,—

IV. — Cartes postales illustrées

1^{re} — Tarif général : tarif des cartes postales ordinaires.

2^{re}. — Cartes postales illustrées dont l'ensemble du verso est occupé par une illustration ou gravure à l'exclusion de toute annotation manuscrite, lorsqu'elles portent au recto uniquement la date, la signature, l'adresse de l'expéditeur et cinq mots au plus de correspondance . . . 1,—

V. — Cartes de visite

1^{re} — Cartes de visite ne portant que les indications imprimées ou manuscrites autorisées sur les imprimés tarif des imprimés ordinaires.

2^{re}. — Cartes de visite portant une inscription manuscrite de cinq mots ou de cinq initiales conventionnelles au plus, exprimant des souhaits, félicitations, remerciements, compliments de condoléances ou autres formules de politesse . 1,—

3^{re} — Cartes de visite portant des mentions autres que celles visées aux paragraphes 1^{re} et 2^{re} précédents tarif des lettres.

Sont assimilés aux cartes de visite les imprimés illustrés sur carte dépourvus de tout caractère commercial et dont les dimensions sont inférieures aux dimensions des cartes postales.

VI. — Journaux et écrits périodiques

| NATURE DES CORRESPONDANCES OU DES SERVICES | ROUTÉS OU HORS SAC | NON ROUTÉS AFFRAN- CHIS EN NUMÉRAIRE | AUTRES JOURNAUX |
|--|--------------------------|--|--------------------|
| (Définis dans l'article 60 de la loi de Finances du 16 avril 1930) | | | |
| Jusqu'à 50 grammes | 0 12 | 0,30 | 0,40 |
| De 50 grammes à 100 grs. | 0,20 | 0,40 | 0,50 |
| De 100 grammes à 150 grs. | 0,30 | 0,50 | 0,60 |
| De 150 grammes à 200 grs. | 0,40 | 0,60 | 0,70 |
| Ensuite augmentation par 100 grs. ou fraction de 100 grammes | 0,10 | 0,10 | 0,10 |

a) Les envois de journaux effectués par les dépositaires locaux, préalablement autorisés, peuvent exceptionnellement être affranchis en timbres-poste au tarif des journaux « non routés » ; l'affranchissement de chaque envoi portant une adresse particulière est, s'il y a lieu, arrondi au décime supérieur.

b) La taxe des journaux ne peut être supérieure à celle d'envoi d'imprimés ordinaires de même poids.

c) Les taxes des journaux routés ou hors sac et des journaux non routés affranchis en numéraire circulant dans les limites du régime intérieur de l'A.O.F. (Togo compris) sont réduites de moitié.

VII. — Imprimés ordinaires — Echantillons et paquets non clos

| | |
|---|-------|
| Jusqu'à 20 grammes | 0,80 |
| Au-dessus de 20 grammes jusqu'à 50 grs. | 1,20 |
| Au-dessus de 50 grammes jusqu'à 100 grs. | 2,00 |
| Au-dessus de 100 grammes jusqu'à 300 grs. | 3,50 |
| Au-dessus de 300 grammes jusqu'à 500 grs. | 5,00 |
| Au-dessus de 500 grammes jusqu'à 1000 grs. | 8,00 |
| Au-dessus de 1000 grammes jusqu'à 1500 grs. | 11,00 |
| Au-dessus de 1500 grammes jusqu'à 2000 grs. | 14,00 |
| Au-dessus de 2000 grammes jusqu'à 3000 grs. | 18,00 |

(Poids maximum : 3.000 grammes).

Dispositions spéciales concernant les imprimés ordinaires

1^{re} — Imprimés présentés à l'affranchissement en numéraire ou affranchis au moyen de timbres-poste oblitérés d'avance ou d'empreintes de machines à affranchir, déposés en nombre au moins égal à 1.000,

triés et enliassés par département et par bureaux de distribution :

Jusqu'au poids de 20 grammes 0,60

2° — Imprimés dits « urgents » (prix courants, mercuriales, cotes de bourse ou d'office de publicité et de vente, lettres de convocation ou d'invitation, avis de passage des voyageurs de commerce, avis de naissance, de mariage ou de décès, affiches, épreuves d'imprimerie et copies destinées à l'impression dans les journaux) :

Taxe additionnelle par objet 0,70

Impression en relief à l'usage des aveugles par 1.000 grammes. 0,10

VIII. — Avertissements et avis envoyés aux contribuables par les administrations financières

Jusqu'à 50 grammes 1,50

Avec majoration de 4,50
pour les plis recommandés avec avis de réception.

IX. — Taxes postales accessoires

1° — Exprès postaux :

A. — Taxe supplémentaire de distribution :

a) Objet distribuable sur le territoire d'une commune pourvue d'une recette des postes d'un établissement de receveur distributeur d'une agence postale, d'une recette auxiliaire chargée d'un service de distribution 10,—

b) Objet distribuable dans toute autre localité 20,—

B. — Taux de rétribution à allouer aux porteurs d'express postaux pour attente de la réponse au domicile des destinataires :

Par quart d'heure de jour 3,—

Par quart d'heure de nuit 5,—

2° — Droit fixe de recommandation :

a) Lettres et paquets clos, cartes postales ordinaires, cartes postales illustrées passibles du tarif général, envois de valeurs déclarées et enveloppes de valeurs à recouvrer, télégramme à remettre par poste recommandée 4,—

b) Autres objets 3,—

3° — Avis de réception postal des objets chargés ou recommandés et des télégrammes :

a) Demandé au moment du dépôt de l'objet. 2,—

b) Demandé postérieurement au dépôt de l'objet 4,—

4° — Droit d'assurance des lettres et des boîtes de valeurs déclarées :

Jusqu'à 1.000 francs 2,—

Au-dessus de 1.000 francs, en sus de la taxe de 2 francs correspondant aux premiers 1.000 francs, par mille francs ou fraction de 1.000 frs. en excédent 0,50

5° — Poste restante :

A. — Surtaxe fixe applicable aux objets de correspondance de toute nature adressés poste restante ou télégraphe restant :

a) Journaux et écrits périodiques 0,50

b) Autres objets 1,—

B. — Droit spécial d'abonnement annuel à la poste restante :

a) Voyageurs de commerce titulaires de la carte d'identité prévue par la loi du 8 octobre 1919 50,—

b) Autres personnes 100,—

6° — Taxes minima applicables aux objets de correspondance non ou insuffisamment affranchis :

a) Journaux et écrits périodiques 0,50

b) Autres objets 1,—

X. — Indemnité de perte

La perte des objets recommandés, sauf le cas de force majeure, donne droit, soit au profit de l'expéditeur, soit à défaut ou sur demande de celui-ci, au profit du destinataire, à une indemnité fixée comme suit :

200 francs pour les lettres, paquets clos, cartes postales ordinaires et envois de valeur à recouvrer.

120 francs pour les autres objets.

ART. 2. — Le tarif spécial dont bénéficient, par application de l'acte dit décret du 17 août 1942 (promulgué par arrêté n° 3695 AP. du 21 octobre 1942) les paquets de 500 à 3.000 grammes expédiés par poste, pendant la durée des hostilités, aux militaires et marins en campagne ou présents sous les drapeaux, est étendu aux envois de même nature d'un poids inférieur à 300 grammes.

Le barème à appliquer est le suivant :

Jusqu'à 20 grammes 0,80

Au-dessus de 20 grs. jusqu'à 50 grs. 1,20

Au-dessus de 50 grs. jusqu'à 100 grs. 2,—

Au-dessus de 100 grs. jusqu'à 1.000 grs. 3,—

Au-dessus de 1.000 grs. jusqu'à 2.000 grs. 4,50

Au-dessus de 2.000 grs. jusqu'à 3.000 grs. 6,—

ART. 3. — Dans le régime intérieur de l'A.O.F. (Togo compris) et dans les relations franco-coloniales, intercoloniales, les taxes et droits de commission applicables aux opérations des services des articles d'argent et des chèques postaux désignés ci-après sont fixés comme suit :

| NATURE DES CORRESPONDANCES OU DES SERVICES | TAXES | |
|---|--|--|
| | RÉGIME franco-colonial intercolonial | RÉGIME intérieur |
| ARTICLES D'ARGENT | | |
| I — MANDATS-POSTE | | |
| Droit de commission : | | |
| Jusqu'à 50 francs | 2 | Par 10 frs ou fraction de 10 frs |
| Au-dessus de 50 fr. jusqu'à 100 fr. | 3 | 0,10 |
| — 100 fr. jusqu'à 300 fr. | 4 | (minimum de perception 0,50) |
| — 300 fr. jusqu'à 500 fr. | 5 | |
| — 500 fr. jusqu'à 1000 fr. | 6 | |
| Au-dessus de 1000 frs. en sus de la taxe de 6 fr. correspondant aux premiers 1000 fr. par 1000 fr. ou fraction de 1000 fr. en excédent | 1 | |
| II — MANDATS ÉMIS EN REPRÉSENTATION DE CHÈQUES POSTAUX | | |
| a) D'assignation | Tarif des mandats ordinaires | Tarif des mandats ordinaires |
| b) au porteur : droit de commis- sion | | |
| III — MANDATS CONTRIBUTIONS | | |
| Droit de commission : | | |
| Jusqu'à 100 francs | — | 1 |
| Au-dessus de 100 frs. jusqu'à 1000 francs | — | 2 |
| Au-dessus de 1000 frs. jusqu'à 5000 francs | — | 3 |
| Au-dessus de 5000 francs | — | 4 |
| IV — MANDATS PAYABLES À DOMICILE | | |
| Taxe d'expédition et de factage applicable aux mandats à dé- couvert (mandats-cartes et mandats-lettres ordinaires) aux mandats télégraphiques payés à domicile et aux mandats émis en représentation de chèques d'assignation et au porteur à l'exception de ceux qui sont payés à vue sans avoir fait l'ob- jet d'un transport postal | 2 | 2 |
| V — VALEURS À RECOUVRER PAYÉES ET ENVOIS CONTRE REMBOURSEMENT LIVRÉS | | |
| Droit d'encaissement : | | |
| Jusqu'à 50 francs | 2 | 2 |
| Au-dessus de 50 fr. jusqu'à 100 fr. | 3 | 3 |
| — 100 fr. jusqu'à 300 fr. | 4 | 4 |
| — 300 fr. jusqu'à 500 fr. | 5 | 5 |
| — 500 fr. jusqu'à 1000 fr. | 6 | 6 |

| NATURE DES CORRESPONDANCES OU DES SERVICES | TAXES | |
|---|--|----------------------------|
| | RÉGIME franco-colonial intercolonial | RÉGIME intérieur |
| Au-dessus de 1000 frs. en sus de la taxe de 6 fr. correspondant aux premiers 1000 fr. par 1000 fr. ou fraction de 1000 francs en excédent. | 1 maximum de perception 15 francs | 1 |
| VI — VALEURS À RECOUVRER IMPAYÉES | | |
| Droit de présentation | | |
| Pour chaque valeur | 3 | 3 |
| VII — AVIS DE PAIEMENT DES MANDATS | | |
| a) Demandé au moment du dé- pôt des fonds | 2 | 2 |
| b) Demandé postérieurement au dépôt des fonds | 4 | 4 |
| VIII — RÉCLAMATION RELATIVE À UN MANDAT, UNE VALEUR À RECOUVRER OU UN ENVOI CONTRE REMBOURSEMENT | | |
| Taxe remboursée au réclamant s'il y a eu faute de service | 4 | 4 |
| IX — DISPOSITIONS SPÉCIALES AUX ENVOIS DE VALEURS À RECOUVRER | | |
| Le nombre maximum des va- leurs à recouvrer pouvant être insérées dans la même enveloppe est fixé comme suit : | | |
| 10 valeurs lorsque le montant de chacune d'elles n'excède pas 50 francs. | | |
| 5 valeurs lorsque le montant d'une ou de plusieurs de ces valeurs est supérieur à 50 frs et que le montant total de l'en- voi ne dépasse pas 5000 francs. | | |
| 1 valeur lorsque le montant de cette valeur atteint 5000 francs ou plus. | | |
| X — CHÈQUES POSTAUX | | |
| 1° — Versements aux comptes courants postaux par mandats de versement du service des chèques : | | |
| Jusqu'à 10.000 frs | — | 2 |
| Au-dessus de 10.000 frs | — | 4 |
| 2° — Retraits au profit du titulai- re du compte : | | |
| par 1000 francs ou fraction de 1000 frs. | | 0,50 minimum 1 franc |

| NATURE DES CORRESPONDANCES OU DES SERVICES | TAXES | |
|---|--|---------------------|
| | RÉGIME France-colonial intercolonial | RÉGIME intérieur |
| 3° — Virements postaux : | | |
| a) A l'intérieur d'un même bureau de chèques : | | |
| par virement | — | 1 |
| b) Entre deux bureaux de chèques de l'A.O.F. | | |
| par virement | — | 4 |
| Virements d'office : | | |
| par virement, taxe additionnelle . | — | 5 |
| 4° — Service franco-colonial et intercolonial. | | |
| Virements postaux : | | |
| a) France, Algérie, Tunisie, Maroc : | | |
| par 5000 frs ou fraction de 5000 frs | 1 | — |
| b) Virements d'office (France, Algérie, Tunisie, Maroc) : | | |
| par virement, taxe additionnelle | 5 | — |
| c) Virements télégraphiques (France, Algérie, Tunisie, Maroc) : | | |
| par virement, taxe additionnelle | 5 | — |
| Taxes télégraphiques | suivant destination | |
| 5° — Réclamations | | |
| Taxe par réclamation | 4 | 4 |

ART. 4. — Dans le régime intérieur de l'A.O.F. (Togo compris) les taxes applicables aux correspondances ou services télégraphiques et téléphoniques désignés ci-après, sont fixées comme suit :

| NATURE DES CORRESPONDANCES OU DES SERVICES | TAXES |
|--|--------------------------------------|
| I — Télégrammes privés ordinaires et télégrammes officiels transmis par fil ou par voie T. S. F. quelle que soit la destination, par mot | 1,20 minimum de perception 12 fr. |
| II — Taxe des télégrammes de presse | 0,60 minimum de perception 6 frs |
| III — Taxes télégraphiques accessoires | |
| 1°) Télégrammes téléphonés | |
| A) Rédigés en langage clair français : | |
| Au départ : | |
| par 50 mots ou fraction de 50 mots . | 2,40 |
| A l'arrivée : | |
| pour les 50 premiers mots | gratuit |
| par 50 mots ou fraction de 50 mots, au delà du 50 ^e mot | 1,20 |

| NATURE DES CORRESPONDANCES OU DES SERVICES | TAXES |
|---|--|
| B) Rédigés en langue étrangère ou en langage secret. | |
| Au départ : | |
| par 50 mots ou fraction de 50 mots . | 5,00 |
| A l'arrivée : | |
| par 50 mots ou fraction de 50 mots . | 3,00 |
| C) Remise de la copie confirmative par le service de la distribution : | |
| postale | gratuit |
| télégraphique | 3,00 |
| 2°) Télégrammes multiples : | |
| pour chaque copie et par fraction indivisible de 50 mots | 8,00 |
| 3°) Délivrance au guichet d'un bon de réponse payée destiné à couvrir à l'avance la taxe d'un télégramme dont l'envoi est provoqué par lettre . | 3,00 |
| 4° Annulation d'un télégramme avant transmission | 4,00 |
| 5° Télégramme à remettre en mains propres | 2,00 |
| 6°) Télégramme avec reçu | 2,00 |
| 7°) Copies de télégrammes par copie : | |
| Jusqu'à 50 mots | 5,00 |
| Au delà de 50 mots, par fraction indivisible de 50 mots en sus des 50 premiers | 3,00 |
| 8°) Communication au guichet de l'original d'un télégramme | 5,00 |
| 9°) Récepissé de dépôt : | |
| Au moment du dépôt | 1,00 |
| Ultérieurement et dans les six mois qui suivent | 3,00 |
| 10°) Adresses enregistrées | 1 an = 240 f. 6 mois = 150 f. 1 mois = 40 f. |
| IV — Téléphone — | |
| Transfert d'un poste d'abonnement — Redevance forfaitaire pour déplacement d'appareil | 200 f. |

ART. 5. — Le présent arrêté, qui annule toutes dispositions antérieures contraires et qui prendra effet le 1^{er} avril 1945 sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Dakar, le 20 mars 1945.

P. COURNARIE.

Communes-mixtes

ARRETE N° 880 AP. du 20 mars 1945.

LE GOUVERNEUR GÉNÉRAL DE L'A. O. F.,
HAUT-COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO,
CHEVALIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,
COMPAGNON DE LA LIBÉRATION, CROIX DE GUERRE,
Vu le décret du 18 octobre 1904, portant réorganisation du Gouvernement général de l'Afrique occidentale française, modifié par les décrets des 4 décembre 1920 et 30 mars 1925;
Vu le décret du 19 février 1945 portant adaptation à l'Afrique occidentale française et au Togo de certaines dispositions

de l'ordonnance du 21 août 1944 sur l'organisation des pouvoirs publics en France après la Libération (promulgué par arrêté No 679 du 1^{er} mars 1945);

Vu l'arrêté No 681 du 1^{er} mars 1945 relatif à la révision des listes des notables des communes-mixtes;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Les articles 4 et 5 de l'arrêté 681 du 1^{er} mars 1945 relatif à la révision des listes des notables des communes-mixtes sont modifiés comme suit :

« Art. 4. — Le recours au Tribunal de 1^{re} instance ou à la justice de paix à compétence étendue devra être porté dans le délai de 15 jours à compter du jour où aura été notifié à l'intéressé la décision du Gouverneur rejetant sa demande ou sa réclamation.

Le tribunal statuera au plus tard dans les 15 jours.

Art. 5. — Le renouvellement des commissions municipales aura lieu dans le courant du mois de juillet ».

ART. 2. — Les Gouverneurs des colonies du Groupe et le Commissaire de la République au Togo sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera mis en application suivant la procédure d'urgence prévue par l'arrêté du 3 mars 1920.

Dakar, le 20 mars 1945.

P. COURNARIE.

Soumis à la procédure de publication d'urgence par arrêté local No 170 Cab. du 28 mars 1945.

Indignité nationale

ARRETE No 884 DS. du 21 mars 1945.

LE GOUVERNEUR GÉNÉRAL DE L'A. O. F.,
HAUT-COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO,
CHEVALIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,
COMPAGNON DE LA LIBÉRATION, CROIX DE GUERRE,

Vu le décret du 18 octobre 1904 réorganisant le Gouvernement général de l'A.O.F., et tous les actes subséquents qui l'ont modifié ou complété;

Vu le décret du 2 mars 1945 rendant applicables les dispositions de l'ordonnance du 26 décembre 1944, portant modification et codification des textes relatifs à l'indignité nationale en A.O.F., Togo, Madagascar, Côte française des Somalis, Guyane, Saint-Pierre-et-Miquelon;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Dans chaque colonie et dans chaque territoire de la Fédération ainsi qu'au Togo, le président ou en l'absence du président, le membre autorisé à le remplacer valablement de chaque association patriotique légalement autorisée à la date du présent arrêté, indiquera au Chef du territoire et au plus tard le 10 Avril 1945 avant midi, par lettre close dont il lui sera accusé réception, le nom de deux candidats destinés à participer éventuellement à Dakar au siège de la Cour d'Appel, à l'élaboration de la liste des jurés de la chambre civile conformément aux prescriptions de l'article 5 de l'ordonnance du 26 Décembre 1944 sur l'indignité nationale, tel qu'il est modifié par l'article 2 du décret du 2 Mars 1945. Ces candidats doivent obligatoirement résider en A.O.F. au jour de la désignation et être connus comme n'ayant pas cessé de faire preuve de sentiments nationaux depuis Juin 1940.

ART. 2. — Les résultats de cette consultation seront immédiatement télégraphiés par les Gouverneurs des différentes colonies et territoires et par le Commissaire

de la République au Togo au Gouverneur général de l'A.O.F.

Ces résultats seront dépouillés publiquement dès réception au palais de Justice par le président de la Cour d'Appel et le Commissaire du Gouvernement auprès de la chambre civile assistés du Greffier en Chef de la Cour d'Appel.

Ces résultats seront ensuite publiés au Journal Officiel de l'A.O.F.

Les deux personnes réunissant le plus grand nombre de voix seront appelées à siéger. Au cas où elles seraient dans l'impossibilité matérielle de remplir leur mandat, elles seraient remplacées par celles ayant réuni le plus grand nombre de voix immédiatement après. En cas d'égalité des voix le candidat le plus âgé sera désigné.

ART. 3. — Les Gouverneurs des colonies du groupe, l'Administrateur de la Circonscription de Dakar et Dépendances, le Commissaire de la République au Togo et le Procureur Général, Chef du Service Judiciaire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié, enregistré et communiqué partout où besoin sera selon la procédure d'urgence prévue par l'article 3 du décret du 3 mars 1920.

Dakar, le 21 mars 1945.

P. COURNARIE.

Soumis à la procédure de publication d'urgence par arrêté local. No 160 Cab. du 24 mars 1945.

ACTES DU POUVOIR LOCAL

C. F. T.

ARRETE No 75 C.F.T. du 13 février 1945.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
CROIX DE GUERRE,

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu l'avis du comité et du conseil économique du Réseau; Sur la proposition de l'ingénieur principal, directeur du réseau des chemins de fer du Togo;

Le conseil d'administration entendu;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Une halte de pleine voie est ouverte au trafic par wagons complets seulement à la carrière de latérite du P. K. 31.700 de la ligne de Lomé à Palimé.

ART. 2. — Les transports de latérite de la carrière du P. K. 31.700 de la ligne de Palimé destinée soit à l'empierrement du terrain d'aviation de Lomé, soit aux besoins d'un service public dans le périmètre urbain de la ville de Lomé seront taxés au prix ferme de 35 francs la tonne.

ART. 3. — Le présent arrêté aura son effet pour compter du 1^{er} janvier 1945 et sera enregistré, publié, et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 13 février 1945.

J. NOUARY.

Approuvé par arrêté général No 898 TPDG/SC. du 22 mars 1945.

N° 77 CFT. — Par arrêté du Commissaire de la République au Togo pris en conseil d'administration le :

13 février 1945. — Le prix à percevoir pour le transport sur le réseau des chemins de fer du Togo, du matériel, outillage et matériaux de construction nécessaires à des travaux neufs et complémentaires est fixé à : 0,85 par tonne et par kilomètre.

Le présent arrêté entrera en vigueur le 1^{er} janvier 1945.

Approuvé par arrêté général N° 898 TPDG/SC. du 22 mars 1945.

Urbanisme

ARRETE N° 156 A. P. A. du 22 mars 1945.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
CROIX DE GUERRE,

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu le décret du 13 mars 1926 portant réorganisation du domaine public et du régime des terres domaniales au Togo;

Vu l'arrêté N° 287 du 1^{er} avril 1927 déterminant les conditions d'application du décret du 13 mars 1926 et les actes modificatifs subséquents;

Vu l'arrêté N° 577 du 20 novembre 1932 déterminant le mode de constitution, de fonctionnement, le régime administratif et financier des communes-mixtes du Togo et les actes modificatifs subséquents;

Vu l'arrêté N° 267 du 8 juin 1935 réglementant les permis de construire, l'hygiène, l'urbanisme et la voirie dans les centres urbains du Togo;

Vu le décret du 14 février 1937 réorganisant l'expropriation pour cause d'utilité publique dans le territoire du Togo;

Vu la lettre-avon N° 11 TPDG/SC. du 7 mars 1945 du Gouverneur général de l'A.O.F., Haut-Commissaire de la République au Togo;

Le conseil d'administration entendu;

ARRETE :

TITRE PREMIER

DES PLANS GÉNÉRAUX D'EXTENSION ET D'AMÉNAGEMENT

CHAPITRE PREMIER

Etablissement et approbation

ARTICLE PREMIER. — *Etablissement.* — Les plans généraux d'aménagement et d'extension des villes sont établis, par application des articles 4 et 8 du décret du 13 mars 1926, par des techniciens agréés par le Commissaire de la République. Ils fixent la largeur, la direction et le profil des voies existantes et des voies nouvelles, l'emplacement, l'étendue et la disposition des jardins, places et espaces libres à créer, les servitudes à établir dans l'intérêt de la sécurité publique, de l'hygiène, de la circulation ou de l'esthétique.

Sil s'agit d'une commune-mixte, la commission municipale est consultée sur l'opportunité de l'établissement de ce plan. Si elle n'a pas fait connaître son avis dans un délai de quinze jours, il peut être passé outre.

ART. 2. — *Enquête préalable.* — Les plans sont alors mis à l'enquête par voie d'arrêté du Commissaire de la République. Le dossier est déposé pendant une durée d'un mois au moins et deux mois au plus dans les bureaux de l'autorité administrative. Avis de ce dépôt, du délai fixé et de son point de départ aura été donné au préalable par voie d'affiches et d'insertion dans le *Journal officiel* du Togo.

Un registre d'enquête sera joint au dossier déposé et restera ouvert pendant toute la durée du dépôt pour recevoir les réclamations et observations des intéressés et du public. Un commissaire enquêteur désigné par l'arrêté du Commissaire de la République ordonnant la mise à l'enquête sera chargé de la tenue du registre.

A l'expiration du délai susvisé, le commissaire enquêteur consigne son avis en fin du registre d'enquête et le transmet au Commissaire de la République.

ART. 3. — *Approbation.* — La commission municipale, ou le Commandant de cercle, sont alors invités à émettre un avis sur les résultats de l'enquête. Si cet avis n'a pas été émis dans le délai d'un mois, il est passé outre.

Le dossier est ensuite retourné au Commissaire de la République. Il doit se composer des pièces ci-après :

1^{re} — plan d'extension et d'aménagement et rapports justificatifs;

2^o — certificat de l'autorité administrative constatant que le projet a été mis pendant le délai prévu à la disposition du public et que l'affichage préalable a été fait;

3^o — numéro du journal officiel du Togo dans lequel est inséré l'avis de dépôt;

4^o — registre d'enquête sur lequel le commissaire enquêteur aura consigné les réclamations et observations verbales, ainsi que son avis;

5^o — réclamations et observations adressées par écrit, qui devront être mentionnées sur le registre à leur date d'arrivée au commissaire enquêteur et annexées au registre;

6^o — avis de la commission municipale ou du Commandant de cercle; à défaut, certificat du Commissaire de la République constatant que l'avis n'a pas été émis dans les délais impartis.

Le Commissaire de la République en conseil d'administration arrête le plan qui est ensuite soumis pour approbation au Gouverneur général, Haut-Commissaire de la République au Togo.

CHAPITRE II

Conséquences et effets de l'approbation

ART. 4. — *Utilité publique.* — L'approbation du plan, qui vaut déclaration d'utilité publique pour son exécution, et en particulier pour la poursuite des expropriations qu'entraînera cette exécution, a pour effet de rendre applicables les servitudes qu'il prévoit, dans les conditions et délais ci-après.

ART. 5. — *Servitudes touchant la construction des immeubles.* — Pour les immeubles édifiés postérieurement à l'arrêté d'approbation, elles sont immédiatement applicables.

Pour ceux existants, ou en voie d'achèvement à la date de cet arrêté, elles seront applicables à l'occasion de toute modification, transformation ou restauration profondes de l'immeuble.

ART. 6. — *Servitudes touchant la destination des immeubles (zoning).* — Pour les immeubles édifiés postérieurement à l'arrêté d'approbation, elles sont immédiatement applicables.

Pour ceux existants, ou en voie d'achèvement à la date de cet arrêté, elles seront applicables dans un délai qui sera précisé au règlement joint au plan général, et qui pourra varier suivant la nature des servitudes et les zones où sont construits lesdits immeubles.

ART. 7. — *Servitudes spéciales aux terrains atteints par le tracé d'une voie future.* — Les portions de terrains comprises dans la future limite de la voie publique sont frappées de la servitude non aedificandi. Les constructions existantes empiétant sur la future voie publique sont frappées de l'interdiction de faire des travaux de modification, de transformation ou d'amélioration, sauf autorisation spéciale donnée par arrêté du Commissaire de la République en conseil d'administration. Cette interdiction ne s'étend pas aux travaux d'entretien et aux réparations nécessaires au maintien en bon état des constructions.

ART. 8. — *Vérification de la situation des terrains et constructions.* — Les autorisations de construire, de transformer, de réparer, etc, délivrées par les autorités locales doivent tenir compte des servitudes ci-dessus indiquées. Il appartient à ces autorités, lorsqu'est déposée une demande en autorisation de travaux concernant un terrain qui paraît empiéter sur les limites de la future voie ou être en bordure de cette voie de s'assurer de la situation exacte du terrain par rapport à la voie prévue. Si le terrain empiète sur ou est en bordure de ladite voie, notification en est faite au propriétaire si cette situation fait obstacle à la délivrance de l'autorisation d'exécution des travaux.

Par ailleurs, tout propriétaire qui suppose que son terrain empiète, d'après les indications du plan général, sur la future voie ou est en bordure de cette voie, ou auquel notification de cette situation a été faite ainsi qu'il est dit ci-dessus, peut présenter une demande d'alignement et de nivellement au droit de sa propriété. Si l'arrêté d'alignement ne lui a pas été délivré dans le délai de trois mois à partir de la date du récépissé de dépôt de la demande, il est libéré de toutes les servitudes indiquées à l'article 7 ci-dessus.

ART. 9. — *Délaissement d'une voie existante.* — Dans le cas où le plan général prévoit le délaissement d'une voie existante, son approbation autorise l'administration à déclarer par arrêté le déclassement de cette voie, sans autre procédure, le jour où il sera jugé opportun de le faire, les formalités d'enquête préalable et de prise d'avis de la Commission municipale prévues aux articles 2 et 3, ci-dessus, étant déjà remplies lors de la procédure d'approbation du plan général.

CHAPITRE III

Exécution

ART. 10. — L'exécution des plans d'aménagement est assurée par l'administration.

TITRE II

DES PLANS D'ALIGNEMENT

CHAPITRE PREMIER

Définitions

ART. 11. — *Champ d'application.* — Les prescriptions ci-après concernant les plans d'alignement ne visent que les plans relatifs à la voirie urbaine, c'est-à-dire les plans concernant des voies situées à l'intérieur du périmètre des communes-mixtes, ainsi que des localités non érigées en communes-mixtes auxquelles la présente réglementation pourrait être étendue par arrêté du Commissaire de la République en conseil d'administration.

ART. 12. — *Alignement et plan d'alignement.* — L'alignement est la limite exacte entre les emprises que doit comporter une voie publique de communication et les propriétés riveraines. Cette limite est déterminée par un plan parcellaire qui, établi et approuvé dans les formes ci-après, définit ces emprises avec exactitude. Il existe deux sortes de plans d'alignement : les plans simples, sans déclaration d'utilité publique, et les plans déclarés d'utilité publique.

ART. 13. — *Plans d'alignement simples.* — Ils ont pour effet de classer dans le domaine public les parties de terrain appartenant à une collectivité publique, situées à l'intérieur de l'alignement et effectivement laissées à la voie publique. Un procès-verbal de recensement, établi par le Service de la Voirie, et soumis par le chef du Service des Travaux Publics à l'approbation du Commissaire de la République rend cette incorporation définitive.

L'approbation d'un plan d'alignement simple oblige les riverains à se conformer aux prescriptions du titre III ci-après.

ART. 14. — *Plans d'alignement déclarés d'utilité publique.* — Ce caractère peut résulter, soit d'une déclaration explicite, soit du fait que les plans sont établis en exécution d'un plan général régulièrement approuvé dans les formes précisées aux articles 1 à 3 ci-dessus.

Outre les effets des plans simples, ils frappent les riverains qui empiètent sur les emprises de la voie telles qu'elles résultent du plan des servitudes définies au chapitre III du présent titre.

CHAPITRE II

Etablissement et approbation des plans d'alignement déclarés d'utilité publique

ART. 15. — *Prescriptions générales.* — S'il existe un plan général d'extension et d'aménagement en vigueur en vertu des prescriptions du titre 1^{er}, chapitre 1^{er} du présent arrêté, le plan d'alignement est obligatoirement dressé en exécution de ce plan général. L'arrêté de mise à l'enquête doit faire référence à ce plan général et rappeler sa date d'approbation.

Si le plan d'alignement a pour effet d'incorporer au Domaine public des terrains présumés vacants et sans maître, ceux-ci doivent être, avant l'enquête préalable prévue à l'article 17 ci-après, soumis à la procédure de l'immatriculation au nom du Territoire, à la diligence du Commissaire de la République.

ART. 16. — *Procédure d'établissement des plans.* — S'il s'agit du domaine public géré par le Commissaire de la République, les plans sont établis par le Service des Travaux Publics. Ils sont ensuite soumis à la procédure indiquée au 2^{ème} alinéa de l'article 1^{er} du présent arrêté.

S'il s'agit d'une commune-mixte, les plans sont établis par le Service de la Voirie communale et soumis pour avis à la commission municipale. Ils sont ensuite mis à l'enquête par arrêté municipal.

ART. 17. — *Enquête préalable.* — L'enquête a lieu dans les formes et suivant les règles fixées à l'article 2 du présent arrêté.

ART. 18. — *Approbation.* — Pour les voies faisant partie du domaine public géré par le Commissaire de la République, le dossier, après avis de la commission municipale ou du Commandant de cercle, est adressé au Commissaire de la République. Ce dossier se compose des plans d'alignement avec rapports justificatifs à l'appui, ainsi que des pièces énumérées sous 2^o à 6^o à l'article 3 du présent arrêté.

Le Commissaire de la République, sur la proposition du Chef du Service des Travaux Publics, approuve les plans d'alignement par arrêté simple si ces plans sont dressés en exécution d'un plan général en vigueur, par arrêté en conseil d'administration déclarant les plans d'utilité publique dans le cas contraire.

Pour les voies faisant partie du domaine public dont la gestion est confiée à une commune-mixte, le dossier, composé des plans d'alignement avec rapports justificatifs ainsi que des pièces énumérées sous 2^o à 5^o à l'article 3 du présent arrêté, est soumis à l'avis de la Commission municipale. Les plans sont ensuite approuvés par l'administrateur-maire, sous réserve de ratification par le Commissaire de la République, l'arrêté de ratification étant pris dans les mêmes formes que l'arrêté d'approbation prévu au 2^{ème} alinéa du présent article.

CHAPITRE III

Conséquences et effets de l'approbation des plans d'alignement déclarés d'utilité publique

ART. 19. — *Servitudes d'alignement.* — Outre les effets des plans d'alignement simples, indiqués à l'article 13 ci-dessus, les plans d'alignement déclarés d'utilité publique frappent les riverains de diverses servitudes, dites servitudes d'alignement, et peuvent leur accorder certains droits. Ces servitudes et droits sont définis ci-après.

ART. 20. — *Délaissés de voirie — Déclassement — Droit de préemption.* — Lorsqu'un plan d'alignement régulièrement approuvé comporte en certains points la réduction de la largeur d'une voie existante, la por-

tion du Domaine public ainsi laissée en dehors des limites constitue un délaissé de voirie. L'approbation du plan décline implicitement cette parcelle et la rend aliénable. Les propriétaires riverains doivent alors être sollicités par l'administration de s'avancer jusqu'au nouvel alignement approuvé, en achetant le terrain compris entre leur propriété et la nouvelle limite de la voie. Si un propriétaire refuse d'acquiescer le terrain ainsi offert, il peut être dépossédé de l'ensemble de sa propriété par la procédure de l'expropriation. L'administration joint alors cette propriété au délaissé de voirie correspondant et peut vendre le tout.

ART. 21. — *Elargissement de la voie existante.* — Lorsqu'un plan d'alignement prévoit un élargissement de la voie publique, il y a lieu de distinguer suivant que les nouvelles emprises affectent des terrains non bâtis ou des terrains bâtis.

ART. 22. — *Terrains non bâtis.* — Le terrain compris dans les limites nouvelles de la voie publique est frappé de la servitude non ædificandi. Il est interdit au propriétaire d'y effectuer aucune construction.

ART. 23. — *Terrains bâtis.* — En dehors de la servitude non ædificandi ci-dessus, qui s'applique aux portions du terrain non bâties, les constructions affectées par le nouvel alignement sont frappées de la servitude de reculement.

ART. 24. — *Effets de la servitude de reculement.* — Tous ouvrages confortatifs sont interdits dans les parties en saillie des constructions frappées d'alignement, tant aux étages qu'au rez-de-chaussée.

Sont compris dans cette interdiction :

Les reprises en sous-œuvre;

La pose de tirants; ancres, équerres, chainages et autres ouvrages ayant pour effet de relier aux parties en saillie les parties de l'immeuble qui sont situées en arrière de l'alignement;

Le remplacement par une grille de la partie supérieure d'un mur en mauvais état;

La réfection totale ou partielle des chaperons;

Des changements assez nombreux pour exiger la réfection d'une partie importante de la façade.

Pourront être par contre autorisés les travaux n'ayant pas pour effet de consolider ces immeubles et d'en augmenter la durée.

L'administration pourra prescrire la démolition des ouvrages qui auraient été exécutés dans le but de consolider les parties de l'immeuble en saillie sur l'alignement.

En outre, si l'administration décidait de procéder à l'expropriation d'un immeuble bâti, il ne serait tenu aucun compte de la plus-value résultant, pour l'immeuble, de l'exécution de travaux non autorisés.

Le raccordement des constructions nouvelles autorisées, conformément aux règlements en vigueur, avec des bâtiments ou murs en saillie, ne peut être effectué qu'au moyen de clôtures provisoires dont la nature et les dimensions sont déterminées par la décision d'autorisation, et dont la démolition est obligatoire en même temps que celle des constructions en saillie auxquelles elles se raccordent.

Toute liaison entre les nouvelles et anciennes maçonneries pouvant avoir pour effet de consolider celles-ci est interdite.

La pose et le renouvellement d'un portail, l'ouverture de baies dans une construction frappée d'alignement ne sont autorisés que si les murs sont en bon état.

De même, la suppression des baies peut être autorisée dans les façades en bon état. Les crépis, badigeons, etc, peuvent être autorisés à condition que ces travaux n'aient pas pour but de masquer des ouvrages exécutés dans un but confortatif.

Les détails d'application des prescriptions ci-dessus seront précisés par arrêtés locaux.

ART. 25. — Exception à la servitude de reculement. — Lorsqu'un immeuble bâti est compris en totalité ou en majeure partie dans les limites nouvelles d'une voie publique, il ne peut être frappé de la servitude de reculement, et peut être l'objet de travaux confortatifs après autorisation dans la forme ordinaire. Il est toutefois frappé de l'interdiction de modifier la consistance de l'immeuble, prévue à l'article 7 du présent arrêté.

L'administration peut alors en poursuivre l'expropriation pour cause d'utilité publique suivant les prescriptions du décret du 14 février 1937.

TITRE III

DES PERMISSIONS DE VOIRIE ET DEMANDES D'ALIGNEMENT

ART. 26. — Permissions de voirie. — Les constructions qui, tout en empiétant sur l'alignement de la voie publique, sont sans inconvénient pour l'utilisation de cette voie pour le public, peuvent faire l'objet d'autorisations préalables délivrées par l'autorité chargée de la gestion du Domaine public intéressé (Commissaire de la République ou Administrateur-Maire suivant les cas).

Ces constructions sont, soit des saillies ou superstructures en relief sur la façade d'un bâtiment (Encadrement des ouvertures, jalousies, persiennes, ornements des devantures, enseignes, balcons, auvents, marquises, corniches, etc, etc) soit au contraire des canalisations enterrées.

Entrent dans la même catégorie les entrées charrières permettant l'accès des véhicules dans les immeubles.

Sont également subordonnées à l'octroi de semblables autorisations les installations essentiellement provisoires indispensables à la construction, à la réparation ou à l'entretien des immeubles riverains, telles que les échafaudages, les dépôts de matériaux, les palissades de chantiers etc.

Les autorisations concernant toutes les installations susvisées prennent le nom de « permissions de voirie ».

Toutes les installations faisant l'objet de permissions de voirie ne sont pas considérées comme comportant occupation temporaire du Domaine public au sens des articles 21, 22 et 30 de l'arrêté du 8 juin 1935.

Des règlements généraux, ou des règlements particuliers à chaque agglomération urbaine peuvent être pris par les autorités compétentes pour fixer les conditions d'octroi des permissions de voirie.

ART. 27. — Demande d'alignement. — Tout propriétaire qui se propose d'exécuter un travail quelconque en bordure d'une voie publique est tenu de demander l'alignement et le nivellement de la voie publique au droit de sa propriété.

Cette demande est adressée au Commissaire de la République (ou à l'Administrateur-Maire s'il s'agit d'une commune-mixte).

Un agent qualifié de l'Administration détermine sur le terrain la limite de la voie publique au droit de la propriété du pétitionnaire. Cette délimitation fait l'objet d'un arrêté individuel d'alignement pris par le Commissaire de la République (ou l'Administrateur-Maire).

S'il existe un plan d'alignement approuvé, les alignements sont délivrés conformément aux indications de ce plan. S'il n'en existe point, les limites à indiquer sont celles résultant, soit des plans d'exécution ou de reconnaissance de la voie publique, soit du bornage, soit de la situation des lieux.

L'Administration est tenue de délivrer l'alignement demandé dans les trente jours qui suivent la date du récépissé de dépôt de la demande, sauf exception prévue au dernier alinéa de l'article 8 du présent arrêté.

L'arrêté d'alignement est périmé de plein droit lorsque le requérant a laissé s'écouler une année entière sans en faire usage pour un travail en bordure de la voie publique.

Dès le moment où les fondations sont arrivées au niveau du sol naturel, le propriétaire est tenu d'en aviser le Service de la Voirie, qui peut, s'il le juge utile, vérifier l'exécution des conditions d'alignement imposées.

ART. 28. — Demande de permission de voirie. — La demande est adressée au Commissaire de la République (ou à l'Administrateur-Maire pour les communes-mixtes). Elle doit donner, ou être accompagnée de documents donnant tous les renseignements nécessaires pour l'instruction de l'affaire.

Quand la permission de voirie se rattache à un ensemble de travaux pour lesquels une autorisation spéciale est par ailleurs nécessaire, la demande en permission de voirie est annexée au dossier de la demande d'autorisation.

TITRE IV

DISPOSITIONS GÉNÉRALES

ART. 29. — Sanctions. — Toute indue occupation malgré défense faite, toute dégradation du Domaine public ou de ses dépendances, toute entrave opposée à l'exercice ou à l'établissement des servitudes ci-dessus définies sont sanctionnées conformément à l'article 8 du décret du 13 mars 1926.

Toutes les autres contraventions aux prescriptions du présent arrêté seront punies de peines de simple police sans préjudice des sanctions administratives et des mesures qui pourraient être ordonnées par jugement à l'égard des contrevenants.

ART. 30. — Sont abrogées toutes dispositions antérieures contraires, en ce qui concerne la matière réglée par le présent arrêté.

ART. 31. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 22 mars 1945.

J. NOUTARY.

Peste bovine

ARRETE N° 161 SE. du 24. mars 1945.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
CROIX DE GUERRE,

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu l'arrêté N° 199 du 3 avril 1943 organisant le Service de l'élevage;

Vu l'arrêté N° 550 du 30 octobre 1934 réglementant la police sanitaire des animaux dans le territoire du Togo;

Vu l'arrêté N° 425 du 26 juillet 1937 réglementant l'importation et l'exportation des animaux par voie de terre et réglementant la circulation du bétail au Togo;

Vu l'arrêté 327 A. P. A. du 23 juin 1944 portant fixation de certaines obligations des éleveurs en matière de police sanitaire des animaux;

Vu le T. O. N° 1 du 22 mars 1945 du vétérinaire auxiliaire chef de la circonscription d'élevage de Sokodé;

Sur la proposition du chef du service de l'élevage;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est déclaré infecté de peste bovine le territoire du canton d'Alloum (subdivision Lama-Kara).

ART. 2. — La zone franche comprend les cantons Kadjalla, Niamtougou, Sara-kawa, Défalé (Subdivision Lama-Kara) Kandé (Subdivision Mango) — Nangbaou (Subdivision Bassari).

ART. 3. — Aucun animal des espèces bovine, ovine, caprine et porcine provenant soit du territoire infecté, soit des territoires indemnes ne devra pénétrer dans cette zone franche.

ART. 4. — L'immunisation des animaux de l'espèce bovine compris dans la zone infectée et dans la zone franche est obligatoire.

ART. 5. — Les mesures indiquées par les articles 13 et 14 de l'arrêté N° 550 du 30 octobre 1934 devront être strictement appliquées.

ART. 6. — Toute infraction à l'un des articles ci-dessus devra faire l'objet d'un procès-verbal.

ART. 7. — Le Commandant du cercle de Mango, le Chef de la subdivision de Lama-Kara, le Chef de la subdivision de Bassari, le vétérinaire auxiliaire, chef du secteur vétérinaire de Sokodé, le vétérinaire auxiliaire, chef du secteur vétérinaire de Mango, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 24 mars 1945.

J. NOUTARY.

Santé publique

ARRETE N° 165 ss. du 26 mars 1945.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
CROIX DE GUERRE,

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu l'arrêté n° 634 du 27 octobre 1933 fixant les mesures d'ordre spécial, temporaire et défensif, destinées à prévenir, à faire cesser les épidémies de typhus amaryl au Togo;

Vu le télégramme en date du 23 mars 1945 du Directeur du service médical de la Gold-Coast signalant un cas mortel suspect de maladie n° 10 à Kéta;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Le cercle de Lomé est placé sous le régime du danger imminent.

ART. 2. — Les voyageurs provenant de la Gold-Coast entrant au Togo, seront mis sous le régime de passeport sanitaire comportant les mesures sanitaires suivantes :

Aucune entrée ou sortie du Territoire ne sera permise entre 18 heures et 6 heures du matin.

Chaque voyageur indigène sera soumis à un examen médical sommaire (prise de température) au passage de la frontière et muni d'un passeport sanitaire.

Les passagers européens et assimilés seront munis d'un passeport sanitaire et soumis à une visite sanitaire quotidienne pendant six jours. Si l'autorité sanitaire le juge nécessaire, ils pourront être mis en observation sous grillage ou sous moustiquaire soit dans une formation sanitaire soit à domicile.

Les passagers indigènes subiront, avant de poursuivre leur voyage dans le territoire, une mise en observation sanitaire de six jours par les soins du Médecin de la Circonscription sanitaire d'accès au Territoire.

La désinsectisation des marchandises ou bagages de tous les voyageurs pourra être, au besoin, prescrite et opérée par les soins des autorités sanitaires.

ART. 3. — Le Directeur local de la Santé Publique, et l'Administrateur Commandant le cercle de Lomé sont chargés de l'exécution du présent arrêté, qui, en raison de l'urgence, sera immédiatement exécutoire et affiché dans tous les lieux d'usage.

Lomé, le 26 mars 1945.

J. NOUTARY.

N° 185 ss. — Par arrêté du Commissaire de la République au Togo en date du :

7 avril 1945. — L'arrêté n° 165 ss. du 26 mars 1945, mettant sous le régime de passeport sanitaire les voyageurs en provenance de la Gold-Coast, (Kéta) est rapporté à compter de ce jour.

Pensions

N° 166 F. — Par arrêté du Commissaire de la République au Togo pris en conseil d'administration le : 26 mars 1945. — L'article 2 de l'arrêté N° 112 du 20 février 1937 est ainsi modifié :

« Article 2. — *Pensions pour ancienneté de service.* Le droit à la pension de retraite à titre d'ancienneté de service est acquis par 20 années de services effectifs ».

Chef de canton

N° 168 APA. — Par arrêté du Commissaire de la République au Togo en date du :

27 mars 1945. — La solde annuelle du chef Kalipé Paul, chef du canton de Vogan (cercle d'Anécho), fixée à 18.000 francs par arrêté n° 135 APA. du 9 mars 1945, est portée à 26.000 francs.

Le présent arrêté prendra effet pour compter du 1^{er} janvier 1945 au point de vue des droits à la solde.

Trypanosomiase animale

ARRETE N° 169 SE. du 27 mars 1945.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
CROIX DE GUERRE,

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu l'arrêté N° 199 AE. du 3 avril 1943 organisant le service de l'élevage au Togo;

Vu l'arrêté N° 550 du 30 octobre 1934 réglementant la police sanitaire des animaux dans le territoire du Togo;

Vu l'arrêté N° 425 du 26 juillet 1937 réglementant l'importation et l'exportation des animaux par voie de terre et réglementant la circulation du bétail au Togo;

Vu l'arrêté N° 327 A. P. A. du 23 juin 1944, portant fixation de certaines obligations des éleveurs en matière de police sanitaire des animaux;

Un cas de trypanosomiase ayant été décelé dans le troupeau administratif de Zébé (Anécho) à la suite d'examen de prélèvements effectués sur des bovins malades du troupeau;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est déclaré infecté de trypanosomiase le troupeau administratif du cercle d'Anécho stationné à Zébé; en conséquence il doit être isolé du reste du cheptel du cercle.

ART. 2. — Si la maladie prend un caractère incurable chez certains sujets, l'abatage peut être ordonné après avis du Chef du Service de l'Elevage.

ART. 3. — Les animaux de ce troupeau ne peuvent être vendus que pour la boucherie.

ART. 4. — Etant donné que par arrêté N° 307 SE. en date du 10 juin 1944 le territoire de la commune-mixte de Lomé a déjà été déclaré infecté de trypanosomiase animale, que la maladie semble actuellement s'étendre dans les zones d'élevage de la Basse-Côte, toute importation d'animaux destinés à l'élevage et provenant

de régions reconnues infectées est provisoirement interdite, l'examen systématique lors des quarantaines s'avérant insuffisant dans les conditions présentes de prospection.

ART. 5. — Le Commandant du cercle d'Anécho et le Chef du Service de l'Elevage sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 27 mars 1945.

J. NOUTARY.

Productions coloniales

ARRETE N° 172 AE. du 28 mars 1945.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
CROIX DE GUERRE,

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu la loi du 14 mars 1942 et tous textes s'y rapportant;

Vu le télégramme C.47 du 1^{er} mars 1945 du Gouverneur général, Haut-Commissaire de la République Française au Togo;

Après consultation de la chambre de commerce;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — A partir du 1^{er} avril 1945 les poids nets des sacs de produits du cru du Togo destinés à l'exportation sont fixés comme suit :

| PRODUITS | POIDS NET PAR SAC |
|----------------------------------|-------------------|
| Cacao | 70 |
| Palmistes | 80 |
| Arachides décortiquées | 75 |
| Coprah | 60 |
| Ricin | 60 |
| Caoutchouc | 50 |
| Tapioca | 70 |
| Graines de coton | 50 |
| Maïs | 90 |
| Amandes de karité | 75 |
| Café | 70 |
| Piments | 40 |

ART. 2. — A partir de la même date aucun sac ou autre emballage contenant des produits destinés à l'exportation ne pourra être exporté s'il n'est marqué comme prescrit ci-dessous :

1^{re} — la marque « TOGO » en toutes lettres;

2^o — la marque de l'exportateur rédigée de telle sorte qu'elle permette de l'identifier d'une façon certaine. Ces marques laissées au choix des exportateurs devront être déposées à la Chambre de Commerce et à l'Inspection des Produits du cru.

3^o — l'abréviation du produit exporté soit :

a) Cacao — CAC
Palmistes — PAL
Arachides — ARA

Coprah — COP
 Ricin — RIC
 Graines de coton — GRC
 Amandes de karité — AKA
 Beurre de karité — BKA
 Huile de palme — HP

b) Café — comme prescrit par l'arrêté 22 du 10 janvier 1941.

c) Caoutchouc — La lettre L (Landolphia) ou F (Funtumia) suivie des chiffres 1 ou 2 ou 3 ou 4 suivant la qualité.

d) Kapok — comme prescrit par l'arrêté 279 du 8 juin 1941.

e) Coton — comme prescrit par l'arrêté 520 bis du 16 septembre 1934.

f) Maïs — comme prescrit par l'arrêté 192 du 15 avril 1937.

g) Piment — comme prescrit par l'arrêté 655 du 20 novembre 1941.

h) Tapioca — comme prescrit par l'arrêté 343 du 16 septembre 1936.

ART. 3. — Les produits déjà ensachés avant le 1^{er} avril 1945 ne seront pas reconditionnés et pourront être exportés même s'ils ne répondent pas aux prescriptions de l'article 1^{er} du présent arrêté.

Pour permettre de distinguer ces sacs leur marquage sera complété par un trait rouge apparent sous la marque TOGO.

ART. 4. — Les infractions aux dispositions ci-dessus seront passibles des sanctions prévues par la loi du 14 mars 1942.

ART. 5. — Vu l'urgence, le présent arrêté sera rendu immédiatement applicable par voie d'affichage à la mairie de Lomé, dans les bureaux des cercles et subdivisions, des P.T.T. et tous lieux publics.

Lomé, le 28 mars 1945.

J. NOUTARY.

Savon

ARRETE N° 174 AE. du 2 avril 1945.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,

CROIX DE GUERRE,

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu le radiotélégramme n° 115 sec./6 du 28 mars 1945;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Sont fixées à une moyenne de 10 tonnes par mois les ventes pour la consommation locale du savon fabriqué par la Compagnie Française de l'Afrique Occidentale.

L'excédent de sa production sera bloqué dans ses entrepôts en vue d'exportation sur la Métropole.

ART. 2. — Toute infraction au présent arrêté sera passible des sanctions prévues par la loi du 14 mars 1942.

ART. 3. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 2 avril 1945.

J. NOUTARY.

Enquête de commodo et incommodo

ARRETE N° 181 TP. du 6 avril 1945.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,

CROIX DE GUERRE,

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu le décret du 13 mars 1926 portant réorganisation du domaine public et du régime des terres domaniales au Togo;

Vu l'arrêté n° 287 du 1^{er} avril 1927 déterminant les conditions d'application du décret du 13 mars 1926 et les actes modificatifs subséquents;

Vu l'arrêté n° 577 du 20 novembre 1932 déterminant le mode de constitution, de fonctionnement, le régime administratif et financier des communes-mixtes du Togo et les actes modificatifs subséquents;

Vu l'arrêté n° 267 du 8 juin 1935 réglementant les permis de construire, l'hygiène, l'urbanisme et la voirie dans les centres urbains du Togo;

Vu le décret du 14 février 1937, réorganisant l'expropriation pour cause d'utilité publique dans le territoire du Togo;

Vu l'arrêté n° 156 du 22 mars 1945, relatif à l'établissement et aux conséquences juridiques des plans généraux d'extension et d'aménagement et des plans d'alignement;

Vu les rapports et projets de règlement général d'application du plan d'aménagement et d'extension de la ville de Lomé, approuvés par la Commission nommée par décision n° 366 T. P. du 28 août 1944, dans sa réunion du 27 mars 1945;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Une enquête de commodo et incommodo est ouverte à Lomé, du 7 avril au 8 mai 1945, en vue de l'approbation du plan d'aménagement et d'extension de la ville de Lomé.

ART. 2. — M. Dégoul, adjoint des services civils, adjoint au commandant du cercle de Lomé, en service à Lomé est nommé commissaire enquêteur pour recevoir les observations et oppositions qui seraient formulées au cours de cette enquête.

ART. 3. — Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 6 avril 1945.

J. NOUTARY.

Marchandises d'importation

ARRETE N° 183 AE. du 6 avril 1945.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
CROIX DE GUERRE,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu la loi du 14 mars 1942 sur la réglementation des prix ensemble les textes ultérieurs la complétant ou la modifiant;

Vu l'arrêté n° 285 AE. du 31 mai 1944 fixant les conditions de mise en vente et de circulation des produits d'importation;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Sont compris dans la liste des articles soumis aux demandes de déblocage mensuelles et figurant à l'article 4 de l'arrêté n° 285 sus-visé, les fils de toute nature (fils de coton, de lin, etc.).

ART. 2. — Les maisons de commerce de Lomé détentrices de paquets et de bobines de fils, sont tenues d'en faire la déclaration au Bureau Economique dans les vingt quatre heures qui suivront la publication du présent arrêté.

ART. 3. — Toute infraction au présent arrêté sera passible des sanctions prévues par la loi du 14 mars 1942.

ART. 4. — Vu l'urgence, le présent arrêté sera rendu immédiatement applicable par voie d'affichage à la mairie de Lomé et dans tous autres lieux publics.

Lomé, le 6 avril 1945.

J. NOUTARY.

ERRATUM à l'arrêté n° 79 AE. du 14 février 1945 portant blocage de certaines marchandises.

ARTICLE PREMIER :

Au lieu de :

1 balle essuie-main etc.....

Lire :

1 balle essuie-main
4 caisses draps de lit
180 caisses bleu outre-mer
1 caisse savon à barbe
18 cartons eau dentifrice
1 caisse cirage brun
1 caisse cirage noir.

Station météorologique

N° 184 MÉT. — Par arrêté du Commissaire de la République au Togo en date du 6 avril 1945 :

ARTICLE PREMIER. — Il est créé une station météorologique dite pluviométrique à Kougnohou.

ART. 2. — La station météorologique dite pluviométrique d'Okou est supprimée.

ART. 3. — La marche de la station météorologique de Kougnohou, est confiée au moniteur de l'enseignement chargé de l'école officielle du même lieu. Cet observateur aura droit à l'indemnité prévue dans les textes en vigueur.

ART. 4. — Le présent arrêté qui aura son effet pour compter du 1^{er} mars 1945 sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

ACTES CONCERNANT LE PERSONNEL**ACTES DU POUVOIR CENTRAL****Promotion**

Par décret en date du 8 février 1945, sont promus dans le personnel des services techniques et scientifiques de l'Agriculture aux colonies :

Au grade d'ingénieur en Chef de 2^e classe :

M. Mancion Jean, à compter du 1^{er} juillet 1944, ingénieur hors classe.

Ces promotions auront effet, tant au point de vue de l'ancienneté que de celui de la solde, à compter des dates sus-indiquées.

Affectation

N° 33 DSS/2. — Par décision du Ministre des Colonies en date du :

13 mars 1945. — Le médecin colonel des troupes coloniales Le Gac Paul, actuellement en service au Togo, est maintenu à la disposition du Gouverneur général de l'A.O.F. pour servir en qualité de Directeur local de la Santé publique du Togo.

ACTES DU HAUT-COMMISSARIAT**Nomination**

N° 882 DSP. — Par décision du Gouverneur général de l'A.O.F. en date du :

20 mars 1945. — Le médecin-colonel Le Gac (Paul) désigné par décision N° 2970 du 31 octobre 1944, pour assurer l'expédition des affaires courantes, est titularisé dans ses fonctions de Directeur Local de la Santé Publique du Togo.

Passage à l'échelon supérieur de solde

N° 127 TP/TC. — Par décision du Gouverneur général de l'A.O.F. en date du :

21 mars 1945. — L'avancement automatique à l'échelon supérieur de solde des agents ci-dessous désignés est constaté :

2° — Pour compter du 1^{er} avril 1945 :

Voies et Bâtiments

Marchi Pierre, Chef de district principal avant 18 mois, passe à l'échelon avant 42 mois.

Licenciement

N° 814. — Par décision du Gouverneur général de l'A.O.F. en date du :

14 mars 1945. — M. Dégbého Emmanuel, instituteur stagiaire du cadre commun secondaire de l'enseignement de l'A.O.F., en service au Togo est licencié de son emploi pour abandon de poste.

La présente décision aura effet pour compter du jour de sa notification à l'intéressé.

ACTES DU POUVOIR LOCAL**PERSONNEL EUROPÉEN****Nominations — Affectations**

Par arrêté N° 155 p. du :

22 mars 1945. — Mme Villedon de Naide Etienne Rosalie (née Segondy), institutrice auxiliaire, titulaire du brevet supérieur de l'enseignement primaire, est agréée en qualité d'institutrice stagiaire dans le cadre local européen de l'enseignement du Togo.

Mme Villedon de Naide reste affectée à l'Ecole européenne de Lomé.

Par décision N° 172 p. du :

2 avril 1945. — Le médecin-commandant Lafleur en service à Lomé, est nommé provisoirement, en attendant l'arrivée d'un nouveau pharmacien, gestionnaire de la pharmacie d'approvisionnement du Togo, fonction qu'il exerçait en fait depuis le départ du pharmacien-capitaine Busson Félix.

Le lieutenant d'administration Parot, gestionnaire de l'hôpital de Lomé, est chargé, cumulativement avec ses fonctions actuelles, de la comptabilité de la pharmacie d'approvisionnement sous la direction et le contrôle du médecin gestionnaire.

Par décision N° 159 p. du :

24 mars 1945. — M. Gaillaguet, conducteur en chef des Travaux agricoles et forestiers du Togo, de retour de France, est nommé Chef de la circonscription agricole du Centre, avec résidence à Atakpamé, en remplacement de M. Knill.

M. Knill, conducteur en chef des Travaux agricoles et forestiers du Togo conserve ses fonctions de Chef de la circonscription agricole du Nord avec résidence à Sokodé.

Par décision N° 164 p. du :

28 mars 1945. — M. Cointot Charles, stagiaire de l'administration coloniale, nouvellement mis à la disposition du Commissaire de la République au Togo, et arrivé au Territoire le 21 mars 1945, est affecté au Bureau des Finances.

PERSONNEL INDIGÈNE**Tableau d'avancement**

Par arrêté N° 186 p. du :

8 avril 1945. — Sont inscrits au tableau d'avancement du personnel des cadres communs secondaires de l'Enseignement primaire de l'A.O.F., en service au Togo, pour l'année 1945 :

Pour le grade d'instituteur principal de 2^e classe :

Johnson Romuald, instituteur principal de 3^e classe.

Pour le grade d'instituteur-adjoint hors classe :

d'Almeida Charles, instituteur-adjoint de 1^{re} classe.

Pour le grade d'instituteur-adjoint de 2^e classe :

Ayih Frédéric, instituteur-adjoint de 3^e classe.

Promotions

Par arrêté N° 187 p. du :

8 avril 1945. — Sont promus pour compter du 1^{er} janvier 1945 dans le personnel des cadres communs secondaires de l'Enseignement primaire de l'A.O.F., en service au Togo :

Au grade d'instituteur principal de 2^e classe :

Johnson Romuald, instituteur principal de 3^e classe.

Au grade d'instituteur-adjoint hors classe :

d'Almeida Charles, instituteur-adjoint de 1^{re} classe.

Au grade d'instituteur-adjoint de 2^e classe :

Ayih Frédéric, instituteur-adjoint de 3^e classe.

Affectations

Par décision N° 150 p. du :

22 mars 1945. — Le commis de 2^e classe des P.T.T. Wilson Godfroy en service à Lomé, est affecté provisoirement à Lama-Kara (Cercle de Sokodé) en qualité de gérant, pendant la durée de la permission d'absence du commis de 7^e classe Agbéssi Gilbert.

Par décision N° 151 p. du :

22 mars 1945. — L'aide-médecin de 3^e classe Sand Eugène, en service à Lomé, est affecté provisoirement à Lama-Kara (Cercle de Sokodé) pendant la durée de la permission d'absence de l'infirmier-major de 4^e classe Abbey Firmin.

Par décision N° 171 p. du :

2 avril 1945. — L'infirmière-visiteuse auxiliaire de 3^e classe Olympio Florentia, nouvellement affectée au Territoire, est mise à la disposition du Directeur local de la Santé publique au Togo.

Témoignage officiel de satisfaction

Par décision N° 174 p. du :

2 avril 1945. — Un témoignage officiel de satisfaction est accordé au commis d'administration de 1^{re} cl. Paraiso Basile, surveillant-chef de la prison de Lomé :

« Excellent régisseur de prison. Possède de réelles compétences en administration pénitentiaire. Fait preuve de fermeté dans la répression de l'indiscipline ».

Sanctions disciplinaires

Par décision N° 161 p. du :

27 mars 1945. — Un blâme officiel avec inscription au dossier est infligé au commis d'administration de 5^e classe Agbojan Edouard, en service à Atakpamé, pour négligences graves dans sa gestion de comptable matières de la subdivision.

Agents auxiliaires**Nominations — Affectations**

Par décision N° 152 p. du :

22 mars 1945. — L'agent journalier Bruce Henri, en service à Lomé, est engagé en qualité d'aide-météorologiste auxiliaire (Echelle 2 — échelon 1).

M. Bruce est affecté à Sokodé en remplacement de l'aide-météorologiste auxiliaire Lawson Antoine, hospitalisé.

Par décision N° 153 p. du :

22 mars 1945. — Le nommé Ahiakpor Ignace, précédemment agent auxiliaire, est engagé en qualité de commis au salaire mensuel de mille huit cents francs (1.800 francs) à l'exclusion de tous accessoires ou indemnités pour compter du 1^{er} avril 1945.

M. Ahiakpor aura droit en outre aux divers avantages définis par le règlement intérieur du 24 février 1944 concernant le personnel auxiliaire des cercles, bureaux et services du Territoire du Togo.

M. Ahiakpor reste à la disposition du chef du Service des Travaux Publics.

Par décision N° 154 p. du :

22 mars 1945. — Le nommé Sodoga Michel, précédemment agent journalier, est engagé en qualité de surveillant auxiliaire des Travaux Publics au salaire mensuel de mille cinq cents francs (1.500 francs) à l'exclusion de tous accessoires ou indemnités, pour compter du 1^{er} avril 1945.

M. Sodoga aura droit en outre aux divers avantages définis par le règlement intérieur du 24 février 1944 concernant le personnel auxiliaire des cercles, bureaux et services du Territoire du Togo.

M. Sodoga reste à la disposition du Chef du Service des Travaux Publics.

Par décision N° 169 p. du :

31 mars 1945. — Mademoiselle Piétri Léontine est engagée, pour compter du 15 mars 1945, en qualité de sténo-dactylographe, au salaire mensuel de mille francs (1.000 francs), exclusif de tous accessoires ou indemnités.

Pour tout ce qui concerne les soins médicaux, hospitalisations, affectations et mutations, les dispositions prévues par le règlement intérieur du 24 février 1944 concernant le personnel auxiliaire sont applicables à Mlle. Piétri.

Mlle Piétri est affectée au Cabinet du Commissaire de la République.

Par décision N° 184 p. du :

8 avril 1945. — Le nommé de Souza Francisoo, précédemment agent auxiliaire, est engagé, pour compter du 1^{er} avril 1945, en qualité de commis au salaire mensuel de deux mille francs (2.000 francs) exclusif de tous accessoires ou indemnités.

M. de Souza aura droit, en outre, aux divers avantages définis par le règlement intérieur du 24 février 1944 concernant le personnel auxiliaire des cercles, bureaux et services du Territoire du Togo.

M. de Souza reste à la disposition du Chef du Bureau des Finances.

Primes de fin d'engagement

Par décision N° 177 CFT. du :

4 avril 1945. — Est allouée à l'agent auxiliaire Félix Missoh la somme de huit cent cinquante francs à titre de prime de fin d'engagement calculée suivant C. de l'article 1^{er} de l'arrêté général N° 3559 du 7 octobre 1943.

La dépense correspondante est imputable au budget des Chemins de fer et du wharf du Togo — chapitre 2 bis — article 2 — parag. 1.

Gardes-frontières**Titularisations**

Par arrêté N° 179 p. du :

5 avril 1945. — Les gardes-frontières stagiaires ci-après désignés qui ont accompli leurs deux années de stage réglementaire, sont titularisés dans leur emploi et nommés gardes-frontières de 5^e classe.

Pour compter du 1^{er} décembre 1944 :

Ayité Alexandre, en service au poste des Douanes de Klouto.

Gnidoté Amoussou, en service à la Brigade des Douanes de Lomé.

Nongbégnon Jagla, en service au poste des Douanes de Batomé.

Pour compter du 10 février 1945 :

Assi Kouakanou, en service à la Brigade des Douanes de Lomé.

Possi Houédanou, en service à la Brigade des Douanes de Lomé.

Pour compter du 15 mars 1945 :

Vidéglia Lokossou, en service au poste des Douanes de Batomé.

Pour compter du 1^{er} avril 1945 :

Yéhouessi Eugène, en service au poste des Douanes de Kpadapé.

Mutation

Par décision N° 162 P. du :

27 mars 1945. — Le garde-frontière de 5^e classe Barrigah Ebénézer en service à Lomé, est affecté au poste des Douanes de Zolo, en remplacement du garde-frontière de 5^e classe Messanvi Vincent.

Le garde-frontière de 5^e classe Messanvi Vincent, en service à Zolo est affecté au bureau des Douanes de Lomé.

La présente décision aura effet pour compter du 1^{er} avril 1945.

Forces de police

Par arrêté N° 154 BM. du :

21 mars 1945. — Sont engagés dans le corps des gardes cercles comme gardes de 2^e classe, pour compter du 1^{er} avril 1945, les ex-miliciens dont les noms suivent :

Kadanga Kpadja, } affectés le dit jour au dé-
Aquéreburi Wenceslas, } pôt des gardes.
Tossou Noukandji. }

Est révoqué pour mauvaise manière habituelle de servir et faute grave contre la discipline et rayé des contrôles actifs des Forces de Police du Territoire :

Pour compter du 1^{er} mars 1945 :

Messan, garde de 2^e classe Mle 1215, du peloton de Lomé.

Est acceptée pour compter du 1^{er} Avril 1945 la démission du garde de 2^e classe Samba Koulibali, Mle 1137, du peloton du Centre (Subdivision d'Atakpamé), détaché aux Eaux et Forêts.

La gratuité du transport est accordée aux gardes révoqué et démissionnaire désignés ci-dessus pour rejoindre leurs foyers avec leur famille.

Par arrêté N° 171 BM. du :

28 mars 1945. — Sont rayés des contrôles actifs des Forces de Police du Territoire :

à compter du 28 février 1945 :

Kanfouaré Lamboni, stagiaire catégorie B. Mle M/1096 BT, de la Cie des Forces de Police, décédé à Bassari le 27 février 1945.

à compter du 23 mars 1945 :

Banabalé Losso, milicien 1^{re} classe Mle M/840 BT, de la Cie des Forces de Police, décédé à l'hôpital de Lomé le 22 mars 1945.

Sont agréés à la Compagnie des Forces de Police à compter du 1^{er} mars 1945, les indigènes volontaires dont les noms suivent :

comme stagiaires catégorie A

Dorégo Laurent, ex-tirailleur.
de Souza Joseph, ex-tirailleur.
Kassaya Augustin, ex-tirailleur.
Dégninou Bango, ex-tirailleur.

comme stagiaires catégorie B

| | |
|---------------------|--------------------|
| Sankoudja, | Hagbonon Philippe, |
| Atiati Moudona, | Kotoa André, |
| Yakassawo, | Kolani Kombati, |
| Aguiar Benoît, | Kouendao, |
| Sissaoua, | Mensah Marcellin, |
| Kaga Jean Baptiste, | Zoumaou Cyprien, |
| Boni Madjon, | Kolo Basile, |
| Kologa, | Batemeton, |
| Béfarli Kolani, | Aton, |
| Digo Laré, | Esson Dilamon, |
| Tchaou, | Bayamna, |
| Guétaba Bossogala, | Djoka Douti, |
| Tchénda, | Yémba, |
| Kouami Kodjo, | Amidou, |
| Aouti Talibaoni, | Kagnimao, |
| N'Tateya, | Tete Daniel, |
| Kpakpo Martin, | Damafeido, |
| Djadja Nima, | Abelia, |
| Adjavon Gabriel, | Egli André, |
| Bassam Binéga, | Tetoa. |
| Eklou Afoli, | |

DIVERS

Allocations de retraite

Par arrêté n° 158 P. du :

22 mars 1945. — Les allocations de retraite suivantes sont accordées aux agents des cadres locaux indigènes ci-après :

1^{re} — Allocation de retraite pour ancienneté de service au taux annuel de Deux Mille Huit Cent Huit francs (2.808 frs.) avec indemnités de charges de famille à M. Tiamiyou Arnold, ouvrier de 1^{re} classe des C. F. T., né à Agoué (Dahomey) le 4 février 1889.

La date de jouissance de cette allocation est fixée au 1^{er} octobre 1944.

2^e — Allocation de retraite pour ancienneté de service au taux annuel de Mille Neuf Cent Trente Sept francs (1.937 frs.) avec indemnités de charges de famille à M. Amégnon Lanzo, premier-maitre canotier des C. F. T., né à Kodjovikopé (Lomé) en 1889.

La date de jouissance de cette allocation est fixée au 1^{er} octobre 1944.

3^e — Allocation de retraite proportionnelle au taux annuel de Trois Mille Neuf Cent Douze francs (3.912 frs.) avec indemnités de charges de famille à M. Kohler Joseph, chef de station de 1^{re} classe des C. F. T., né à Lomé le 17 mars 1896.

La date de jouissance de cette allocation est fixée au 1^{er} octobre 1944.

4^a — Allocation de retraite proportionnelle au taux annuel de Trois Mille Trois Cent Trente Deux francs (3.332 frs.) avec indemnités de charges de famille à M. Lawson Têvi Latévi, maître-ouvrier des Travaux Publics du Togo, né à Porto-Séguro (Anécho) en 1893.

La date de jouissance de cette allocation est fixée au 1^{er} octobre 1944.

5^a — Allocation de retraite pour invalidité au taux annuel de Trois Mille Huit Cent Soixante Seize francs (3.876 frs.) avec indemnités de charges de famille à M. Sodji Kouawovi Florence, infirmier major de 1^{re} classe du cadre local du Togo, né à Agoué (Dahomey) le 1^{er} janvier 1899.

La date de jouissance de cette allocation est fixée au 1^{er} octobre 1944.

La dépense résultant du paiement des allocations ci-dessus et des indemnités pour charges de famille y afférentes, est imputable en ce qui concerne les trois premiers agents, au budget du Chemin de Fer du Togo, et au budget local du Togo, pour les deux derniers retraités.

Associations

Par arrêté N° 173 APA. du :

29 mars 1945. — Est prononcée la dissolution de l'association dénommée « Obani Bo Asiri », autorisée par arrêté N° 388/A. P. A. du 28 juillet 1944.

Par arrêté N° 180 APA. du :

5 avril 1945. — Est autorisée dans le territoire du Togo la constitution d'une association dénommée « Novitikiplo » dont le siège est fixé à Lama-Kara (Cercle de Sokodé).

Sont approuvés les statuts de cette association tels qu'ils sont annexés au présent arrêté.

Commission

Par décision N° 163 TP. du :

27 mars 1945. — La composition de la commission nommée par décision N° 366 TP. du 28 août 1944 est modifiée comme suit :

M. Zèle remplace M. Huard comme membre de la délégation municipale.

Eaux et forêts

Par décision N° 182 AGRO. du :

7 avril 1945. — M. Gaillaguet, conducteur en chef des Travaux agricoles et forestiers du Togo, chef de la circonscription agricole du Centre est délégué dans les fonctions de contrôleur des Eaux et Forêts dans le cercle du centre.

Ce fonctionnaire sera habilité après prestation de serment à rechercher et constater les infractions aux règlements forestiers.

Indemnités de responsabilité

Par décision N° 149 F. du :

21 mars 1945. — Les indemnités de responsabilité à allouer aux agents spéciaux du Territoire pour l'année 1945 sont fixées ainsi qu'il suit :

| | francs |
|--------------------------|--------|
| Tsévié | 2.180 |
| Anécho | 5.519 |
| Palimé | 3.110 |
| Atakpamé | 4.619 |
| Sokodé | 3.844 |
| Lama-Kara | 2.505 |
| Bassari | 1.534 |
| Sansanné-Mango | 2.504 |
| Dapango | 1.500 |

Indemnités de transport

Par décision N° 167 F. du :

31 mars 1945. — Les agents désignés ci-après sont autorisés à utiliser leur bicyclette pour les besoins du service. A cet effet ils percevront une indemnité de transport de 60 frs. par mois payable trimestriellement et à terme échu, sur le vu d'un certificat attestant qu'ils ont utilisé leur bicyclette pour les besoins du service durant la période en cause :

1^o — Police administrative et judiciaire :

Tchassi Camille, policier de 1^{re} classe en service au Commissariat de Police.

Kitti Sessou, policier de 2^e classe en service au Commissariat de Police.

Houngbo Tanan, policier de 2^e classe en service au Commissariat de Police.

Savi Togbé, policier de 2^e classe en service au Commissariat de Police.

Gedonou Antoine, policier de 2^e classe en service au Commissariat de Police.

Djoungou Mossi, policier de 2^e classe en service au Commissariat de Police.

Adjevo Michel, policier de 2^e classe en service au Commissariat de Police.

Dossa, policier de 1^{re} classe en service au Commissariat de Police.

Azoudjrede Pierre, policier de 2^e classe en service au Commissariat de Police.

Amoussou Ahouansou, policier de 2^e classe en service au Commissariat de Police.

Mignigbena, policier de 2^e classe en service au Commissariat de Police.

Boco René, policier de 2^e classe en service au Commissariat de Police.

Tibo Vandé, policier de 2^e classe en service au Commissariat de Police.

2^o — Service d'hygiène

Samson Lafonekou, brigadier-chef à Lomé.

La dépense sera imputable au budget de la Commune mixte de Lomé.

La présente décision sera valable pour l'année 1945. Elle aura effet pour compter du 1^{er} janvier 1945.

Par décision N° 168 F. du :

31 mars 1945. — Les agents désignés ci-après sont autorisés à utiliser leur bicyclette pour les besoins du service. A cet effet ils percevront une indemnité de transport de 60 frs. par mois payable trimestriellement et à terme échu, sur le vu d'un certificat attestant qu'ils ont utilisé leur bicyclette pour les besoins du service durant la période en cause :

1^o — Circonscriptions administratives

Gomez Richard, planton au Cercle de Lomé.
 Fatouzon François, adjudant au Cercle d'Anécho.
 Arouna, garde de 2^e classe à Tsévié.
 Coalani, garde de 2^e classe à Tsévié.
 Dajayome Tagnon, garde de 2^e classe à Tsévié.
 Alassani Yorouma, garde de 2^e classe à Tsévié.
 Aoussou Djobo, brigadier de 1^{re} classe à Tsévié.
 Atchana, garde de 2^e classe à Tsévié.
 Amaka, garde de 1^{re} classe à Tsévié.
 Amidou, garde de 2^e classe à Tsévié.
 Tafiiani Jacob, garde de 2^e classe à Anécho.
 Laguidi Lalaye, brigadier-chef à Anécho.
 Assogba, sergent à Tabligbo (Anécho).
 Mamadou Maïga, brigadier à Lomé.
 Ziebbou, brigadier de 1^{re} classe à Dapango.
 Nagou Lamboni, brigadier de 2^e classe à Dapango.
 Combila Mossi, garde de 2^e classe à Dapango.
 Houndjo, garde de 2^e classe à Tabligbo (Anécho).
 La dépense sera imputable au chapitre V — article 4 — paragraphe 10 — budget local — Exercice 1945.

2^o — Justice européenne

Abalo Messanvi Ferdinand, planton au Tribunal de 1^{re} Instance de Lomé.

La dépense sera imputable au chapitre V — article 5 — paragraphe 5 — budget local exercice 1945.

3^o — Police administrative et judiciaire

Ananou Maximin, inspecteur auxiliaire de Police à Anécho.

Dossouvi André, inspecteur auxiliaire de Police à Lomé.

Aguigah Hubert, inspecteur auxiliaire de Police à Lomé.

Joshua Elie, inspecteur auxiliaire de Police à Lomé.

La dépense sera imputable au chapitre V — article 7 — paragraphe 5 — budget local — exercice 1945.

4^o — Services financiers —

Amoussou Gnimavo, planton au Trésor à Lomé.

La dépense sera imputable au chapitre VII — article 1 — paragraphe 4 — budget local — exercice 1945.

5^o — Douanes :

Valentin Akuesson, commis des Douanes à Bitjabé.
 Lawson Joseph, préposé des Douanes à Badou.
 Byll Hilaire, préposé des Douanes à Dapango.
 Batonou Bernard, préposé des Douanes à Ségbé.
 D'Almeida Alfred, préposé des Douanes à Klouta.
 Félix Dieudonné Johnson, préposé des Douanes à Zolo.

Abalo J. Joseph, préposé des Douanes à Kpadapé.
 Amekudji Marcellini, préposé des Douanes à Batomé.
 Dominique Jean, préposé des Douanes à Mango.
 Eklou Michel, préposé des Douanes à Lomé.
 Koudadje Gabriel, préposé des Douanes à Noépé.
 Atayi Messan Godfroid, garde-frontière à Kwadjoviakopé.

Ajavon Albert, garde-frontière à Kwadjoviakopé.
 de Souza René, garde-frontière à Kwadjoviakopé.
 Sokemahou Joseph, garde-frontière à Lomé.
 Mensah Georges, garde-frontière à Lomé.
 Houenou Jean, garde-frontière à Lomé.
 Houndjo Gaudens, garde-frontière à Lomé.
 Biraïma Joseph, garde-frontière à Lomé.
 Cuidote Amoussou, garde-frontière, Ségbé.
 Chabi Ekpado, garde-frontière à Ségbé.
 Dovi Alandomi, garde-frontière à Ségbé.
 Agbaglo Raphaël, garde-frontière à Ségbé.
 Legba Tangni, garde-frontière à Ségbé.
 Aholoukpe Hounsavi, garde-frontière à Ségbé.
 Gnassounou Antoine, garde-frontière à Ségbé.
 Teye Sessou, garde-frontière à Ségbé.
 Assi Konakanou, garde-frontière à Ségbé.
 Ankou Barnabas, garde-frontière à Lomé.
 Vikoum Robert, garde-frontière à Lomé.
 Francis Raphaël, garde-frontière à Lomé.
 Sossa Bonaventure, garde-frontière à Lomé.
 Mensah François, garde-frontière à Lomé.
 Agossou Augustin, garde-frontière à Lomé.
 Fumey Hugo, garde-frontière à Lomé.
 Amah Pierre, garde-frontière à Lomé.
 Adjalle Richard, garde-frontière à Lomé.
 Lawson Gustave, garde-frontière à Lomé.
 Soglo François, garde-frontière à Lomé.
 Gnassounou Todego, garde-frontière à Lomé.
 Ezzo Chabana, garde-frontière à Lomé.
 Mensah Paulin, garde-frontière à Lomé.
 Lawson Bernard, garde-frontière à Lomé.
 Edoh Pierre, garde-frontière à Lomé.
 Koffi Georges, garde-frontière à Lomé.
 Messah Emmanuel, garde-frontière à Lomé.
 Dravie Michel, garde-frontière à Lomé.
 Zamba Bernard, garde-frontière à Lomé.
 Koussogbo John, garde-frontière à Lomé.
 Barrigah Ebénézer, garde-frontière à Lomé.
 Akouegnon Thomas, garde-frontière à Lomé.
 Adjololo Ayibo, garde-frontière à Lomé.
 Koudonou Erimmanuel, garde-frontière à Lomé.
 Hounandjai François, garde-frontière à Lomé.
 Adjin André, garde-frontière à Bitjabé.
 Adahin Abiha, garde-frontière à Bitjabé.
 Béliignan Konkomba, garde-frontière à Bitjabé.
 Attikpo Benoît, garde-frontière à Bitjabé.
 Kouadou, garde-frontière à Mango.
 Ayité Paul, garde-frontière à Mango.
 Kouko Choro, garde-frontière à Kpadakpé.
 Diabare Nabine, garde-frontière à Kpadapé.
 Adjikou Auguste, garde-frontière à Kpadapé.
 Fahoubo Kabiné, garde-frontière à Kpadapé.
 Dagnakossou Pierre, garde-frontière à Kpadapé.
 Agbokou Constantin, garde-frontière à Kpadapé.

Johnson Fréjus, garde-frontière à Kpadapé.
 Homouho Messan, garde-frontière à Palimé.
 Bruce Esaïe, garde-frontière à Noépé.
 Djore Adje, garde-frontière à Noépé.
 Houndjo Antoine, garde-frontière à Noépé.
 Komlan Dossah, garde-frontière à Noépé.
 Kpade Sodatonou, garde-frontière à Noépé.
 Bocco Awidi, garde-frontière à Noépé.
 Jacob Tetevi, garde-frontière à Zolo.
 Azima Youroukomani, garde-frontière à Zolo.
 Legbagan Boko, garde-frontière à Zolo.
 Mensanvi Vincent, garde-frontière à Zolo.
 Ouidote Saossi, garde-frontière à Zolo.
 Boukari Indabli, garde-frontière à Zolo.
 Adjo Nouvo, garde-frontière à Batoumé.
 Nongbegnon Jagla, garde-frontière à Batoumé.
 Lokossa Fanou, garde-frontière à Batoumé.
 Lokossa Videgla, garde-frontière à Batoumé.
 Mama Kondo, garde-frontière à Batoumé.
 Noutayi Atindokpo, garde-frontière à Batoumé.
 Hodonou Afanou, garde-frontière à Bangéli.
 Agbemegnan Jean, Chef de poste à Bangéli.
 Ayité Alexandre, garde-frontière à Klouto.
 Gourma Anani, garde-frontière à Klouto.
 Tangué Ganda, garde-frontière à Klouto.
 Estève Richard, garde-frontière à Klouto.
 Obilé Julien, garde-frontière à Klouto.
 Dongo Tamoua, garde-frontière à Dapango.
 Togni Tetevi, garde-frontière à Badou.
 Ayivi Jérôme, garde-frontière à Badou.
 Hounye Dissah, garde-frontière à Badou.
 Pinhenou François, garde-frontière à Badou.
 Dovonou Elie, garde-frontière à Badou.
 Bruce François, garde-frontière à Badou.
 La dépense sera imputable au chapitre VII — article
 2 — paragraphe 5 — budget local — exercice 1945.

6° — Enregistrement et domaines :

Akovi Laurent, planton au service des Domaines.
 La dépense sera imputable au chapitre VII — article
 4 — paragraphe 5 — budget local — exercice 1945.

7° — P. T. T. :

Bouraima Samuel, facteur des P.T.T. à Lomé.
 Kodjo François, facteur des P.T.T. à Lomé.
 Adegnika François, facteur des P.T.T. à Lomé.
 Ekueakpa Ezéchiél, facteur des P.T.T. à Lomé.
 Kpodar Augustin, surveillant des P.T.T. à Lomé.
 Ayité Awuté, surveillant des P.T.T. à Lomé.
 Dovi Christophe, surveillant des P.T.T. à Lomé.
 Tetevi Marc, surveillant des P.T.T. à Lomé.
 Amouzou Barthélemy, facteur des P.T.T. à Palimé.

Emmanuel Kouakou Aglamey, surveillant des P.T.T. à Palimé.

Antoine Lassey, surveillant des P.T.T. à Anécho.

Akakpo Michel, surveillant des P.T.T. à Sokodé.

Kamara Bianrou, surveillant des P.T.T. à Bassari.

Seibou Tchakara, surveillant des P.T.T. à Bassari.

Ali Lantan, surveillant des P.T.T. à Atakpamé.

Zekpa Ignace, surveillant des P.T.T. à Mango.

La dépense sera imputable au chapitre X — article 1er.
 paragraphe 12 — budget local — exercice 1945.

8° — Eaux et forêts :

Konan Kouassi Bernard, assistant forestier à Lomé.

Possian Antoine, garde forestier à Lomé.

La dépense sera imputable au chapitre VII — article
 6 — paragraphe 5 — budget local — exercice 1945.

9° — Travaux Publics :

Jean Dossou, surveillant des Travaux Publics à Anécho.

Joseph Teko, maître-ouvrier à Lomé.

Sonhayé Djato, surveillant de route à Bassari.

Tallé Adjana, chef d'équipe à Bassari.

Zakary Looky, surveillant de route à Lama-Kara.

La dépense sera imputable au chapitre X — article 3
 — paragraphe 4 — budget local — exercice 1945.

10° — Agriculture :

Klutse Joseph, agent de culture à Lomé.

Samson Hounsihoue Anatole, moniteur agricole à Lomé.

Amidou Moussa, moniteur agricole à Lomé.

Agbekponou Jérôme, moniteur agricole à Lomé.

Aila Joseph, moniteur agricole à Lomé.

Eklou Tamakloe James, aide-surveillant d'agriculture à Lomé.

Geraldo Montairou, moniteur d'agriculture à Atakpamé.

Salomon Eyebiyi, moniteur d'agriculture à Atakpamé.

Barnabé Amehamé, moniteur d'agriculture à Atakpamé.

Gokounous Remy, moniteur d'agriculture à Atakpamé.

Atchikiti Augustin, aide-surveillant d'agriculture à Atakpamé.

Akakpo René Codjovi, aide-surveillant d'agriculture à Atakpamé.

Ebénézer Aho Atchou, moniteur agricole à Atakpamé.

Lawson Samuel, moniteur agricole à Atakpamé.

Atouhoun Célestin, moniteur agricole à Atakpamé.

Dogbé Gottlieb, moniteur agricole à Anécho.

Allaglo Thomas, moniteur agricole à Tabligbo.

Bedu Vincent, moniteur agricole à Anécho.
 Kouegan Ambroise, moniteur agricole à Anécho.
 Napporn Kangni, moniteur agricole à Assahoun.
 Akakpo Léonard, moniteur agricole à Tsévié.
 Tossou Michel, moniteur agricole à Tsévié.
 Batascome Akossou, moniteur agricole à Lama-Kara.
 Ayhee Joseph, moniteur agricole à Mango.
 La dépense sera imputable au chapitre X — article 5
 — paragraphe 7 — budget local — exercice 1945.

11° — Service de Santé :

Bossou Anatole Joseph, planton à la Direction du Service de Santé.
 Creppy Arthur, médecin-auxiliaire à Bassari.
 Nikoue Clément, aide-médecin à Anécho.
 Groh Koffi Daniel, infirmier à Anécho.
 Akouété Jean, infirmier à Anécho.
 Mienso Ambroise, infirmier à Anécho.
 Arnold Adamah, infirmier à Anécho.
 Sossah Boniface, infirmier à Anécho.
 Panou Robert, infirmier à Anécho.
 Robert Agbodjan, infirmier à Porto-Séguro.
 Urbain Amegnigan, aide-médecin à Tsévié.
 Adjivon Philippe, infirmier à Tsévié.
 Adoté Vincent, infirmier à Tsévié.
 Pierre Tèvi Lawson, infirmier à Tététo.
 Ekueakpa Foli Blaise, aide-médecin à Mission-Tové.
 Adigo Dorothée, aide-médecin à Vogan.
 Kiossou Albert, garde d'hygiène à Anécho.
 Kangni Lucien, aide-médecin à Assahoun.
 La dépense sera imputable au chapitre XIII — article 5 — paragraphe 5 — budget local — exercice 1945.

12° — Service zootechnique :

Amegee Paul, vétérinaire auxiliaire à Sokodé.
 Rinklif Jean, infirmier-vétérinaire à Sokodé.
 Djeri Georges Ghati, infirmier-vétérinaire à Mango.
 La dépense sera imputable au chapitre X — article 6 — paragraphe 7 — budget local — exercice 1945.

13° — Enseignement :

Atayi Salomon, Directeur de l'Ecole régionale de Lomé.
 Randolph Léopold, Directeur de l'Ecole régionale d'Anécho.
 La dépense sera imputable au chapitre XIII — article 8 — paragraphe 7 — budget local — exercice 1945.

14° — Trypanosomiase :

Sant'Anna Faustin, Commis d'Administration, secteur spécial 1/2T Pagouda.
 Ohin Alexandre, médecin-auxiliaire, secteur spécial 1/2T Pagouda.

Gnongbo Teheré, infirmier-auxiliaire, secteur spécial 1/2T Pagouda.

Andjao René, microscopiste, secteur spécial 1/2T Pagouda.

Than Robert, aide-infirmier, secteur spécial 1/2T Pagouda.

Assoumanou Djobo, aide-infirmier, secteur spécial 1/2T Pagouda.

Ali Koutoumé, aide-infirmier, secteur spécial 1/2T Pagouda.

Boukari Alidou, microscopiste, secteur spécial 1/2T Pagouda.

B.A.O. Benoît, microscopiste, secteur spécial 1/2T Pagouda.

Dramani Zampaligre, commis auxiliaire, secteur spécial 1/2T Pagouda.

Loukoume Kankali, aide-infirmier, secteur spécial 1/2T Pagouda.

Amadou Mama, microscopiste, secteur spécial 1/2T à Pagouda.

Kpakpabia Anissa, aide-infirmier, secteur spécial 1/2T à Pagouda.

Kondaou Gado, microscopiste, secteur spécial 1/2T à Pagouda.

Gagnin Assanté, aide-infirmier, secteur spécial 1/2T à Pagouda.

Louis Kamina, aide-infirmier, secteur spécial 1/2T à Pagouda.

Ayawo Alphonse, infirmier, secteur spécial 1/2T à Mango.

Assi Gabriel, microscopiste, secteur No 4/T à Koumôngou.

Nehorifou Banva, infirmier-auxiliaire à Koumôngou.

Lawson Jean Hellu, infirmier-auxiliaire à Mango.

Adjete Franklin, infirmier-auxiliaire à Boni.

Abaya René, infirmier-auxiliaire à Koumôngou.

Bucknor K. Gabriel, infirmier-auxiliaire à Mango.

Agamah Godfroy, infirmier-auxiliaire à Korbongou.

Banna Amadou, infirmier-journalier à Mango.

Beao Atchabao, infirmier-journalier, secteur No 4/T à Mango.

Zakari Moumouni, infirmier-journalier, secteur No 3/T à Sokodé.

Djimbare Wake, microscopiste, secteur No 3/T à Sokodé.

Domdi Martin, infirmier auxiliaire, secteur No 3/T à Pagouda.

Tchemi Tchambi, infirmier auxiliaire, secteur No 3/T à Sokodé.

Tchazodi Faustin, infirmier auxiliaire, secteur No 3/T à Sokodé.

Kpatcha Albert, commis journalier, secteur No 3/T à Kandé.

La dépense sera imputable au chapitre XXI — article 1 — paragraphe 7 — budget local — exercice 1945.

La présente décision sera valable pour l'année 1945. Elle aura effet pour compter du 1^{er} janvier 1945.

Métis

Par décision N° 160 F. du :

25 mars 1945. — Sont accordées pour l'année 1945 et pour compter du 1^{er} janvier 1945, les allocations aux jeunes métis indigènes ci-après :

| CERCLE | NOM DES ENFANTS | AGE | TAUX JOURNALIER DE L'ALLOCATION | Personnes habilitées à prendre le montant des allocations | RÉSIDENCE |
|--------|--------------------|-----------|---------------------------------|---|-----------|
| Sokodé | Jean-Marie Tomazie | 14 a. 1/2 | 4 francs | Lui-même | Lama-Kara |
| Sokodé | Bernard | 1 an. | 2 frs., 50 | Mariam Yao | Sokodé |

Par application de l'article 6 de l'arrêté du 26 novembre 1934, un certificat de vie doit être joint à chaque état de paiement. Pendant la période scolaire et à partir de l'âge de 7 ans révolus, le certificat de vie sera remplacé par une attestation du Directeur du centre scolaire indiquant que l'ayant-droit a fréquenté régulièrement une école de l'enseignement officiel ou privé.

Les allocations susvisées peuvent être supprimées ou réduites suivant décisions spéciales si l'enfant est admis dans une école officielle où il existe un internat.

Les allocations sont dues pendant l'année entière, sauf pendant les journées d'absence irrégulière en période scolaire.

Conformément aux dispositions de l'article 7 de l'arrêté du 26 novembre 1934 précité, les allocations sont payées mensuellement sur états collectifs ou individuels comportant émargement des personnes qui ont la charge des métis, ou des intéressés eux-mêmes s'ils peuvent signer.

En vertu des dispositions de l'article 8 de l'arrêté du 26 novembre 1934, les allocations aux métis ne sont pas cumulables avec les bourses scolaires.

Observateur météorologique

Par décision N° 181 MÉR. du :

6 avril 1945. — L'infirmier chargé du dispensaire de Kandé (subdivision du cercle de Sansanné Mango) est chargé de la marche de la station pluviométrique de cette localité.

Cet observateur aura droit à l'indemnité pour travaux supplémentaires payable par 1/20^e de sa solde prévue à l'annexe à l'arrêté N° 70 F. du 5 février 1944 pour compter du jour de sa prise de service.

Primes d'entretien de palmeraies

Par décision N° 166 AGO. du :

29 mars 1945. — Sont attribuées dans les conditions fixées par l'arrêté du 23 novembre 1943, les primes ci-après aux propriétaires de palmeraies aménagées de la subdivision d'Atakpamé.

| NOMS DES PLANTEURS | VILLAGES | PRIMES |
|--------------------|---------------|-----------|
| Reinhold | Atakpamé | 150 frs |
| Etché | Kossicopé | 300 — |
| Onla | Dadja Fon | 300 — |
| Fangbédji | Agbo-Fon | 300 — |
| Madohona | Agbo-Fon | 150 — |
| Saman | Amoutchou | 400 — |
| Amekounoutchi | Go.Gnaourou | 150 — |
| Guédo | Tchakpali | 100 — |
| Kpakpo | Gougou | 300 — |
| Gato | Oulatché | 150 — |
| Siho Yovo | Oulatché | 100 — |
| Anani | Ebéva | 300 — |
| André Kékeh | Atakpamé | 400 — |
| Agbo | Evou Apégamé | 150 — |
| Tchéssi | Azafi Témé | 100 — |
| Melafo | Akossicopé | 150 — |
| Améto | Kodjaza | 300 — |
| Eguedim | Aféyé | 100 — |
| Dotché | Démé Yalla | 200 — |
| Monssi | Azafi Kponou | 100 — |
| Médiámé | Sagouda | 200 — |
| Kasségné | Doufio | 300 — |
| Mayo | Démadéli Yoro | 250 — |
| Tchakpla | Atakpamé | 300 — |
| Assogba | Gbékon | 300 — |
| Atcha | Atchacopé | 200 — |
| | | 5.750 frs |

La dépense sera imputable au budget local — exercice 1945 — chapitre X — article 5 — paragraphe 13.

Secours

Par décision N° 165 C.F.T. du :

28 mars 1945. — Un secours éventuel de deux mille cinq cents francs (2.500 frs.) est accordé à Madame Gnilempem, veuve du manoeuvre Djakatarou, Tchoko, aide mineur, décédé des suites d'un accident du travail.

La dépense sera imputée au budget annexe du Chemin de fer et du Wharf — chapitre 1 bis. — article 4 — paragraphe 1^{er} — exercice 1945.

Par arrêté N° 178 F. du :

5 avril 1945. — Un secours temporaire annuel de six mille (6.000 frs.) renouvelable tous les 3 ans, est accordé à Madame Capelier Franc, veuve d'un instituteur, mère de trois enfants.

Ce secours est payable par trimestre et à terme échu.

La dépense correspondante sera imputée au chapitre XIV — article 2 du budget local du Togo.

Le présent arrêté aura son effet pour compter du 1^{er} avril 1945.

Sociétés indigènes de prévoyance

Par arrêté N° 157 F. du :

22 mars 1945. — En vue de permettre au Fonds Commun des Sociétés indigènes de Prévoyance d'accorder des prêts à court terme aux producteurs d'arachides des Cercles du Nord du Territoire, il lui est consenti une avance de : Un million de francs (1.000.000 frs.) remboursable en six mois.

La dite avance sera prélevée sur l'encaisse de l'Agence Spéciale de Sansanné-Mango.

Terrain domanial

Par arrêté N° 167 DOM. du :

26 mars 1945. — Le lot N° 114 compris dans le lotissement du quartier d'Ahanoukopé à Lomé, est attribué définitivement en toute propriété au sieur Coco Hospice Dominique aux conditions et charges stipulées dans le cahier des charges spécial à ce lotissement et moyennant le prix de Six cents francs.

Textes publiés à titre d'information

ACTES DU GOUVERNEMENT DE LA GUINÉE FRANÇAISE

Station climatérique de Dalaba

N° 697 APA/1. — Par arrêté du Gouverneur de la Guinée Française en date du :

26 mars 1945. — Le prix de la journée d'hébergement à la station climatérique de Dalaba est fixé pour l'année 1944 à 89 francs.

Le tarif par enfant est fixé comme suit :

| | |
|--|-------|
| enfants de plus de 5 ans et de moins de 12 ans | 44,50 |
| enfants de moins de 5 ans | 22,25 |

N° 698 APA/1. — Par arrêté du Gouverneur de la Guinée française en date du :

26 mars 1945. — Le prix de la journée d'hébergement à la station climatérique de Dalaba pour l'année 1945, est fixé provisoirement à 120 francs.

Le tarif par enfant est fixé comme suit :

| | |
|--|------|
| enfants de plus de 5 ans et de moins de 12 ans | 60,— |
| enfants de moins de 5 ans | 30,— |

PARTIE NON OFFICIELLE

AVIS ET COMMUNICATIONS

Correspondance aux prisonniers de guerre

LE MINISTRE DES PRISONNIERS, DÉPORTÉS ET RÉFUGIÉS COMMUNIQUE :

De nombreuses lettres à destination des prisonniers de guerre internés dans les camps d'Allemagne sont adressées par les familles françaises au « Comité d'Organisation Général Post Office Via Grande Bretagne ».

De même, une partie de la correspondance destinée aux travailleurs déportés est établie sur papier ordinaire et envoyée :

soit à la Croix-Rouge française de Grande Bretagne B.C.M. 7 Granville House — Dolphin 59 — LONDRES (adresse qui ne correspond à rien);

soit au Comité International de la Croix-Rouge à Genève par les soins d'intermédiaires suisses.

Ces modes d'envoi sont absolument *inopérants*, les organismes, tant britanniques que français résidant en Grande Bretagne n'étant pas en mesure d'opérer un échange quelconque de correspondance entre les prisonniers de guerre, travailleurs déportés et leurs familles, ce courrier ne peut être acheminé par leurs soins. Il en sera fait retour aux expéditeurs.

D'autre part, le Comité International de la Croix-Rouge n'est pas chargé de la retransmission de lettres émanant ou à destination des travailleurs civils.

Il est instamment rappelé aux familles que le régime de la correspondance étant réglementé, celle-ci doit nécessairement être établie :

pour les prisonniers de guerre, sur les coupons réponses envoyés par les prisonniers eux-mêmes ou, exceptionnellement dans le cas de manque de nouvelles, sur les messages de 10 mots obtenus auprès des comités locaux de la Croix-Rouge française;

pour les travailleurs, sur les « messages familiaux » de 25 mots qui sont vendus dans tous les bureaux de poste et dans les Comités de la Croix-Rouge. Une fois remplis, ils doivent être adressés, sous enveloppe ouverte et affranchie, à la Croix-Rouge française, Boîte postale 300 à Paris. (8^e) qui se chargera de l'acheminement vers l'Allemagne.

Instruction Générale

fixant les règles de priorité applicables aux transports maritimes de familles entre la Métropole et les colonies

I. — La pénurie actuelle des moyens de transports maritimes sur les lignes qui relient la Métropole aux colonies et les besoins de la guerre, ont pour effet de limiter à l'extrême le nombre de places pour les familles.

Il est en conséquence, nécessaire de fixer des règles précises et uniformes de priorité, applicables à toutes les familles, quels que soient la fonction, le grade ou la situation du chef de famille.

II. — Ces règles seront les suivantes :

a) *élément de base* : l'élément de base est la date d'embarquement du chef de famille ou la date à partir de laquelle l'intéressé doit être prêt à embarquer si le départ n'a pas encore eu lieu (cas où l'intéressé demande à se faire accompagner par sa famille);

b) *majorations* : cette date d'embarquement sera supposée avancée d'un nombre de mois calculé d'après les barèmes suivants :

1^o — Situation de famille :

Une majoration de 3 mois par enfant vivant dont le transport est demandé;

Une majoration de 3 mois en cas de grossesse avérée.

2^o — Séparation du chef de famille :

Une majoration égale à la durée totale de la séparation au cours des deux années précédant l'embarquement.

Par séparation, il faut entendre l'absence du chef de famille hors du Territoire (France ou Afrique du Nord) où réside sa famille.

Le rang de priorité résultera du classement des familles d'après l'année et le mois obtenus en supposant avancée la date d'embarquement du chef de famille, du nombre total des mois de majorations.

EXEMPLE :

| DATE D'EMBARQUEMENT DU CHEF DE FAMILLE | NOMBRE D'ENFANTS | MAJORATIONS pour ENFANTS | MAJORATIONS pour SÉPARATION | TOTAL des majorations | DATE DE PRISE DE RANG POUR L'EMBARQUEMENT DE LA FAMILLE | NUMÉRO de PRIORITÉ |
|--|---------------------|--------------------------------|-----------------------------------|-----------------------------|--|--------------------------|
| Février 1945 | 3 | 9 | 6 | 15 | Novembre 1943 | 1 |
| Janvier 1945 | 4 | 12 | 0 | 12 | Janvier 1944 | 2 |
| Novembre 1944 | | | 8 | 8 | Mars 1944 | 3 |
| Mars 1945 | 2 | 6 | 0 | 6 | Septembre 1944 | 4 |
| Novembre 1944 | | | 0 | 0 | Novembre 1944 | 5 |

III. — Priorité absolue

Bénéficieront d'une priorité absolue avec départ hors tour, les familles dispensées (mères et enfants de moins de 18 ans séparés).

IV. — Afin d'assurer le respect de ces règles un tour de départ des familles sera établi pour chaque colonie de destination :

par le bureau des transports de la Direction des Affaires Militaires pour les familles embarquant dans la Métropole;

Pour les familles embarquant en Afrique du Nord, par le service colonial d'Alger, qui en enverra copie au

Bureau des Transports de la Direction des Affaires Militaires à l'appui de sa demande de places sur chaque colonie de destination;

Il sera en outre tenu compte dans la mesure du possible, des préférences exprimées par les familles, chaque fois qu'elles auront pour effet de retarder la date d'embarquement.

V. — Les familles voyageant à leurs frais et pour les familles voyageant sur réquisition, les divers services ayant à prescrire la mise en route des familles devront donc joindre à l'appui de leurs demandes de places un état du modèle suivant :

Familles classées par colonie d'après le rang de priorité.

| NOM et prénoms du chef de famille | COMPOSITION de la famille dont le transport est demandé | DATE d'embarquement du chef de famille | DURÉE TOTALE de la séparation au cours des deux années précédant l'embarquement du chef de famille | MAJORATION pour famille | MAJORATION pour séparation | TOTAL des majorations | DATE de prise de rang | DATE demandée par la famille |
|--|--|---|--|-------------------------------|----------------------------------|-----------------------------|-----------------------------|---------------------------------------|
| | Femmes, enfants (préciser l'âge) | ou date prévue pour l'embar- quement | Justification som- maire : prisonnier, séjour colonial, servi- ce à l'étranger | | Décompte en mois | | | |

Ne devront être compris sur cet état que les familles ayant toutes les autorisations et ayant accompli toutes les formalités requises pour embarquer.

VI. — La liste nominative des familles à embarquer sur chaque navire en partance sera établie par les soins des organismes fixés au § 4 la liste des contingents de places réservées sur chaque bateau à la catégorie « famille ».

Les extraits de cette liste les concernant seront notifiés aux divers services ayant adressé l'état prescrit au 5; ceux-ci seront responsables de la convocation à temps valu au port d'embarquement des familles intéressées; ces services sont autorisés à remplacer nombre pour les nombres des familles empêchées par les suivants de tour.

Les familles voyageant à leurs frais seront convoquées directement par l'Officier Régulateur.

VII. — Les prescriptions de la présente note seront exécutées pour tout départ de navire postérieur au 15 février.

CURATELLE AUX SUCCESSIONS ET BIENS VACANTS

Arrondissement judiciaire de Lomé

Conformément aux dispositions de l'article 12 du décret du 27 janvier 1855 concernant l'administration des successions et biens vacants,

Il est donné avis aux personnes intéressées de l'ouverture de la succession présumée vacante de M. SERMIZONI Paolo, né le 11 novembre 1895 à Bergamo (Italie), en son vivant mécanicien et transporteur demeurant à Mango, décédé à Sokodé le 28 mars 1945.

Les personnes qui auraient des droits à la succession sont invitées à les faire connaître et à en justifier au Curateur de l'arrondissement judiciaire de Lomé sousigné.

Les créanciers de la succession sont également invités à produire leurs titres au Curateur.

Lomé, le 3 Avril 1945.

Le Curateur p. i.,
BARBERO.

DOMAINES

Avis de demande d'immatriculation au livre foncier du territoire du Togo

Toutes personnes intéressées sont admises à former opposition à la présente immatriculation, es mains du conservateur sousigné, dans le délai de trois mois, à compter de l'affichage du présent avis, qui aura lieu incessamment en l'auditoire du tribunal civil de Lomé.

Suivant réquisition, n° 1297, déposée le 23 mars 1945 le Maître Raymond Viale profession d'avocat-défenseur, demeurant et domicilié à Lomé, agissant comme mandataire de M. Dominique Coco, contre-maître au service du wharf, en retraite, demeurant et domicilié à Cotonou, carré N° 210, suivant procuration notariée en date à Cotonou du 6 février 1945 a demandé l'immatriculation au Livre foncier du Territoire du Togo, d'un immeuble urbain, bâti, consistant en un terrain en forme de trapèze sur lequel se trouvent édifiés divers bâtiments à usage d'habitation d'une contenance totale de 6 ares 19 centiares situé à Lomé, quartier N° 6, Cercle de Lomé, borné à l'est par Titre Foncier N° 614 à Joseph Siggini, au Sud par Titre Foncier N° 613 à Joseph Siggini, à l'ouest par la rue Vauban, au Nord par terrain aux héritiers Timoty Agbétsiafa Anthony.

Il déclare que ledit immeuble appartient au sieur Dominique Coco et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

Le Conservateur de la propriété foncière p. i.,
BARBERO.